DIXIÈME RAPPORT ANNUEL
1988-1989

Institut québécois de recherche sur la culture

Institut québécois de recherche
sur la culture

DIXIÈME RAPPORT ANNUEL
1988-1989

90-01657/

Dépôt légal — 4e trimestre 1989
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0227-3101
ISBN 2-89224-135-9

Québec, le 31 octobre 1989

Madame Lucienne Robillard
Ministre des Affaires culturelles
Gouvernement du Québec
Québec

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre le dixième rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture.

Mon second mandat comme président de l'Institut se terminera cette année. Au moment de signer ce dernier rapport, je veux rendre hommage une fois de plus à la qualité du travail du personnel de l'Institut et à la précieuse collaboration de mes collègues de la direction.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le président,

Fernand Dumont

Fernand Dumont

Membres et personnel de l'Institut québécois de recherche sur la culture

1. Le Conseil de l'Institut*

M. Fernand DUMONT, président Professeur à l'Université Laval	Du 2 décembre 1984 au 2 décembre 1989
M. Yvan BORDELEAU Professeur à l'Université de Montréal	Du 27 janvier 1988 au 27 janvier 1992
Mme Renée BRIEN-DANDURAND Chercheure de l'Institut	Du 28 novembre 1984 au 28 novembre 1988
Mme Madeleine FERRON Écrivaine	Du 13 novembre 1984 au 13 novembre 1988
M. Claude GENDREAU Sociologue	Du 12 novembre 1986 au 12 novembre 1990
M. Fernand HARVEY Chercheur de l'Institut	Du 13 novembre 1984 au 13 novembre 1988
M. Guy LAPERRIÈRE Professeur à l'Université de Sherbrooke	Du 28 novembre 1984 au 28 novembre 1988
Mme Lisette MORIN Journaliste	Du 28 novembre 1984 au 28 novembre 1988
M. Patrick O'HARA Directeur des Affaires publiques à IBM Canada Ltée	Du 28 novembre 1984 au 28 novembre 1988

MM. Léo JACQUES et Georges LAMY participent aux réunions du Conseil.

2. Le Comité exécutif*

M. Fernand DUMONT, président

M. Claude GENDREAU

M. Fernand HARVEY

* au 31 mars 1989

M. Léo JACQUES

M. Georges LAMY

M. Guy LAPERRIÈRE

3. Le Conseil du Fonds de dotation*

M. Patrick O'HARA, président
Directeur des Affaires publiques à IBM Canada Ltée

M. Jacques-André CHARTRAND
Conseiller à Hydro-Québec

M. Michel CURTI
Ex-consultant principal aux Affaires publiques à Alcan

M. Yvon DANEAU
Premier vice-président de la Confédération des
Caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec

M. Fernand DUMONT

M. Léo JACQUES

M. Georges LAMY

4. Le Comité scientifique*

M. Fernand DUMONT
Directeur scientifique, président

M. Paul AUBIN
Chercheur

M. Léon BERNIER
Chercheur

M. Jean HAMELIN
Professeur à l'Université Laval

M. Fernand HARVEY
Chercheur, responsable de chantier

---

* au 31 mars 1989

Mme Denise HELLY
Chercheure, responsable de chantier

M. Simon LANGLOIS
Chercheur, responsable de chantier

Mme Denise LEMIEUX
Chercheure, responsable de chantier

Mme Gladys L. SYMONS
Professeure à l'ENAP

MM. Léo JACQUES et Georges LAMY participent aux réunions du Comité scientifique.

M. Martin RINGUETTE agit comme secrétaire du Comité scientifique.

5. Le personnel administratif*

M. Fernand DUMONT, président-directeur général et directeur scientifique

M. Léo JACQUES, secrétaire général

M. Georges LAMY, directeur administratif

Mme Danielle ARSENAULT, agente de secrétariat

Mme Linda BEAURIVAGE, agente de secrétariat

Mme Ginette BELLEAU, agente de secrétariat

Mme Marielle BERGERON, agente de secrétariat

Mme Gisèle BOLDUC, agente culturelle

Mme Louise GAUTHIER-DUQUET, bibliotechnicienne

Mme Nicole LAFLAMME, adjointe au directeur administratif

Mme Flora LEBLANC, agente de secrétariat

Mme Thérèse LESPÉRANCE, agente de secrétariat

---

* du 1er avril 1988 au 31 mars 1989
(...) La mise entre parenthèses indique que la personne n'est plus à l'emploi de l'Institut au 31 mars 1989.

Mme Ghislaine MAROIS, secrétaire principale

Mme Mariette MONTAMBAULT, préposée à l'édition

(Mme Diane MORIN, agente de secrétariat)

Mme Véronique MORIN, responsable de la production

M. Martin RINGUETTE, adjoint au directeur scientifique

Mme Claire SAVARD, agente de bureau

M. Pierre TAILLEUR, préposé aux services auxiliaires

6. Les chercheurs*

(M. Pierre ANCTIL, chercheur)

M. Paul AUBIN, agent de recherche

M. Jean-Paul BAILLARGEON, chercheur

(M. Yves BEAUREGARD, assistant de recherche)

(Mme Hélène BELLEAU, étudiante)

(Mme Louise BERGERON, assistante de recherche)

M. Léon BERNIER, chercheur

Mme Marie-Marthe T. BRAULT, chercheure

Mme Johanne BUJOLD, assistante de recherche

M. Gary CALDWELL, chercheur

(M. Alain CARPENTIER, assistant de recherche)

(M. André CELLARD, agent de recherche)

M. Jean-Pierre CHARLAND, chercheur

---

* du 1er avril 1988 au 31 mars 1989
(...) La mise entre parenthèses d'un nom indique que la personne n'est plus à l'emploi de l'Institut au 31 mars 1989.

Mme Michelle COMEAU, assistante de recherche

M. Louis-Marie CÔTÉ, agent de recherche

Mme Martine CÔTÉ, assistante de recherche

(Mme Laurette COULOMBE, assistante de recherche)

Mme Renée BRIEN-DANDURAND, chercheure

(M. Marc DESCHÊNES, assistant de recherche)

Mme Isabelle D'AMOURS, assistante de recherche

M. Majid D'KHISSY, assistant de recherche

M. René DOLCE, assistant de recherche

M. Fernand DUMONT, chercheur

Mme Nicole FLEURANT, assistante de recherche

M. Normand FORTIER, agent de recherche

M. Jean-Charles FORTIN, assistant de recherche

M. Guy FRÉCHET, chercheur

Mme Madeleine GAUTHIER, chercheure

(M. Camil GIRARD, chercheur)

Mme Thérèse HAMEL, chercheure

M. Fernand HARVEY, chercheur, responsable de chantier

(M. Yves HÉBERT, assistant de recherche)

Mme Denise HELLY, chercheure, responsable de chantier

Mme Chantal LABERGE, assistante de recherche

(Mme Gabrielle LACHANCE, chercheure)

Mme Laurence LAMONTAGNE, chercheure

M. Simon LANGLOIS, chercheur, responsable de chantier

M. André LAROSE, chercheur

(M. Antonio LECHASSEUR, chercheur)

M. Compère LE JACQUES, assistant de recherche

Mme Denise LEMIEUX, chercheure, responsable de chantier

(M. André LÉVESQUE, agent de recherche)

M. Philippe MARX, assistant de recherche

(Mme Marie McANDREW, chercheure)

(M. M'hammed MELLOUKI, chercheur)

Mme Lucie MERCIER, chercheure

(M. Edgar-André MONTIGNY, assistant de recherche)

Mme Daphnée MORIN, assistante de recherche

Mme Anne MORISSETTE, chercheure

Mme Paule OBERMEIR, agente de recherche

Mme Françoise-Romaine OUELLETTE, chercheure

(Mme Sylvie PAQUETTE, assistante de recherche)

M. Jean-Hugues PARADIS, assistant de recherche

(Mme Dominique PARISIEN, étudiante)

M. Gérald PELLETIER, agent de recherche

(M. Normand PERRON, chercheur)

Mme Andrée RAICHE-DUSSAULT, agente de recherche

M. Gilles ROY, assistant de recherche

(M. Norman RYAN, chercheur, responsable de chantier)

Mme Diane SAINT-LAURENT, agente de recherche

Mme Diane SAINT-PIERRE, assistante de recherche

M. Jacques SAINT-PIERRE, agent de recherche

M. Jean-Pierre SIMARD, agent de recherche

(Mme Kathy THOMPSON, assistante de recherche)

(Mme Anne VASSAL, chercheure)

Mme Odette VINCENT-DOMEY, agente de recherche

7. Les chercheurs associés*

Mme Johanne BOISJOLY, professeure à l'Université du Québec à Rimouski

M. Jean de BONVILLE, professeur à l'Université Laval

M. Chad GAFFIELD, professeur à l'Université d'Ottawa

Mme Nicole GAGNON, professeure à l'Université Laval

M. Jean HAMELIN, professeur à l'Université Laval

M. Pierre JACQUES, professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi

M. Bruno JEAN, professeur à l'Université du Québec à Rimouski

M. Jean-Pierre KESTEMAN, professeur à l'Université de Sherbrooke

M. Alain LABERGE, chercheur à l'Université Laval

M. Benoît LACROIX, professeur émérite à l'Université de Montréal

Mme Anne LAPERRIÈRE, professeure à l'Université du Québec à Montréal

M. Pierre-Louis LAPOINTE, directeur au Centre régional des A.N.Q. à Hull

M. Serge LAURIN, professeur au Cégep de Saint-Jérôme

M. Jacques LEMAY, professeur à l'Université du Québec à Rimouski

M. Marc-André LESSARD, professeur à l'Université Laval

M. Guy MASSICOTTE, professeur à l'Université du Québec à Rimouski

* au 31 mars 1989

M. Yvan MORIN, professeur au Cégep de Rimouski

M. Jean RENAUD, professeur à l'Université de Montréal

M. Florian SAUVAGEAU, journaliste, professeur à l'Université Laval

M. Peter SOUTHAM, professeur à l'Université de Sherbrooke

Mme Gladys L. SYMONS, professeure à l'École nationale d'administration publique

M. Étienne TRŒSTLER, professeur au Cégep de Jonquière

8. Le Comité des publications

M. Léo JACQUES, président

Mme Nicole GAGNON
Professeure à l'Université Laval

M. Jean-Marc GAGNON
Directeur général de Science-Impact
Rédacteur en chef de *Québec-Science*

M. Clément SAINT-GERMAIN
Ex-directeur du Service des lettres au ministère des Affaires culturelles

9. Le Comité des cahiers Questions de culture

Comité de direction

M. Fernand DUMONT, directeur

M. Léo JACQUES

M. Yves MARTIN
Rédacteur

Comité de rédaction

Mme Madeleine GAUTHIER
Chercheure de l'Institut

Mme Lise GAUVIN
Professeure à l'Université de Montréal

Mme Véronique MORIN

M. Jean-Pierre PROULX
Journaliste au *Devoir*

Mme Gladys L. SYMONS
Professeure à l'ENAP

10. Le Comité de la collection Diagnostic

M. Raymond DUCHESNE
Directeur de la recherche et des études avancées à la Télé-Université

M. Fernand DUMONT

M. Jean HAMELIN
Professeur à l'Université Laval

M. Léo JACQUES

M. Jean PROULX
Secrétaire du Conseil supérieur de l'éducation

M. Norman RYAN
Consultant

INTRODUCTION

L'Institut québécois de recherche sur la culture a été créé il y a dix ans. Le projet avait été longuement mûri par un groupe de travail présidé par monsieur Guy Frégault, dont il convient de rappeler la mémoire. La mise en route s'est effectuée dans les meilleures conditions, grâce à la ferveur des pionniers et à un travail de prospection des problèmes et des besoins du milieu. Dès les débuts, on a choisi délibérément de donner au champ de la culture toute son extension, en s'attachant aussi bien à l'étude des genres de vie qu'à la diffusion des œuvres. Il semble que cette orientation était la bonne, bien qu'il soit difficile d'établir en la matière un équilibre délicat. L'important était de maintenir un effort de lecture des voies nouvelles à explorer. Souhaitons, en ce dixième anniversaire, que cet effort demeure la règle pour l'avenir ; car la vitalité d'un lieu de recherche est à ce prix.

Nous avons continué de tisser des liens de collaboration avec les universités. L'apport des chercheurs de ces établissements nous est indispensable. Il est nécessaire de veiller à la mise en commun des ressources matérielles et intellectuelles ; ce qui ne doit pas compromettre la constitution d'une équipe propre à l'Institut et son autonomie dans l'élaboration de ses objectifs.

Dans le rapport précédent, nous avons mentionné les démarches entreprises depuis 1986 en vue d'une affiliation à un établissement universitaire. Ces démarches n'ont pas encore abouti à une conclusion, pour des raisons indépendantes de la volonté des responsables de l'Institut. Soulignons cependant que cette situation quelque peu incertaine n'a entravé en rien le travail des chercheurs et la prise de nouvelles initiatives.

Comme à l'accoutumée, ce rapport annuel compte trois sections. La première esquisse un état de la recherche. La deuxième section dresse un bilan des activités complémentaires, des publications, des services. La troisième partie rassemble des documents pertinents, dont les états financiers.

Première partie

ÉTAT DE LA RECHERCHE

À l'Institut, les recherches sont, pour l'instant, orientées selon cinq thèmes principaux : la famille, les sexes, les générations ; les communautés ethnoculturelles ; la création et la diffusion de la culture ; les tendances socioculturelles ; les histoires régionales. Chacun de ces thèmes est la responsabilité d'une équipe, sans qu'existent par ailleurs des cloisonnements rigides. Il importe de donner à ces orientations une durée qui permette une croissance organique de la recherche ; mais, afin de sauvegarder le dynamisme de l'Institut, il faut faire place à de nouveaux champs de travail. Dans l'inventaire qui suit, on retrouvera cette préoccupation.

Nous avons souligné, l'an dernier, un problème qui ne cesse de nous préoccuper : la constitution d'un noyau de chercheurs auxquels on puisse garantir un emploi à long terme. La stabilité du statut de l'Institut est une condition essentielle pour y arriver ; néanmoins, à l'occasion des récentes négociations du contrat collectif de travail, nous estimons avoir fait un progrès sensible dans ce sens.

Notons que, dans cette section, ne sont pas mentionnées les publications des chercheurs. Une liste systématique s'en trouve plus loin dans ce rapport.

I

LA FAMILLE, LES SEXES, LES GÉNÉRATIONS

Responsable : Denise Lemieux

Cette année, plusieurs ouvrages ont été publiés et d'autres paraîtront prochainement. À partir des recherches terminées ou en cours, les chercheurs de ce chantier ont apporté leur contribution à divers événements pour susciter la réflexion sur les phénomènes familiaux et sur les problèmes des jeunes. Ils ont organisé un colloque sur *La famille contemporaine*, qui s'est tenu au Musée de la civilisation dans le cadre de l'exposition sur les *Familles*, au cours du printemps 1989.

Les recherches terminées

Les travaux de Renée Dandurand ont porté sur les transformations de la conjugalité au Québec. Dans l'une de ses recherches, elle a retracé, selon une approche socio-historique, les transformations du mariage depuis les années soixante. L'autre recherche, à laquelle Lise Saint-Jean a collaboré, a permis d'explorer les phénomènes de désunion à partir des récits de vie de vingt-trois femmes vivant en situation de monoparentalité.

Denise Lemieux et Lucie Mercier ont reconstitué, pour leur part, les étapes de l'existence de femmes ayant vécu pendant la période 1880-1940. Ce portrait qui évoque la vie familiale sous l'angle de la quotidienneté et des grands rites de l'existence, outre son intérêt historique, éclairera l'analyse en cours de trente-huit récits de vie de femmes contemporaines qui formera la seconde phase de cette recherche sur les changements du cours de la vie des femmes.

Isabelle Perrault a dressé une bibliographie sur les jeunes, précédée d'une réflexion sur la jeunesse et les approches de la recherche.

L'étude de Gabrielle Lachance sur la presse spécialisée visant des clientèles âgées a donné lieu à un rapport de recherche qui devrait paraître bientôt. Enfin, le collectif dirigé par Marie-Marthe Brault et Lise Saint-Jean sur les groupes d'entraide est également à l'étape de l'édition.

Les recherches en cours

La recherche de Marie-Marthe Brault sur *Les personnes retraitées et le bénévolat* devrait être achevée au cours de l'été 1989. En plus de décrire les éléments biographiques des personnes âgées qui œuvrent dans ce secteur d'activités, l'étude esquisse un portrait de l'univers du bénévolat, examine les modalités sociales d'insertion des bénévoles et pose un diagnostic sur la place du bénévolat entre les organismes volontaires et l'État.

Léon Bernier a poursuivi une recherche sur *La fugue à Montréal*, un phénomène qui touche environ 3 000 jeunes de moins de 18 ans. Léon Bernier, en collaboration avec Gilles Roy et Anne Morissette, a recueilli quarante-deux récits de vie auprès de jeunes fugueurs vivant actuellement en centre d'accueil. Cette recherche est subventionnée par le Conseil régional de la santé et des services sociaux de Montréal.

Pour mieux cerner l'impact de certaines transformations de la famille (travail de la mère, séparations et reconstitutions de familles) sur la vie des enfants à l'école, Renée Dandurand a entrepris une recherche en collaboration avec Michelle Violette du ministère de l'Éducation du Québec et Daphnée Morin. L'Institut et le Ministère financent cette recherche exploratoire. Des entrevues sont en cours auprès de groupes d'enseignants, de membres de la direction des écoles et de professionnels non enseignants. Des entrevues de groupe avec des parents membres de comités d'école sont également prévues.

Au cours de cette année, Renée Dandurand a poursuivi une autre recherche visant à comptabiliser, au sein de familles ayant des enfants, les échanges et services donnés par la parenté et les organismes étatiques et communautaires. Françoise-Romaine Ouellette collabore à cette enquête subventionnée par le Conseil québécois de la recherche sociale. La recherche s'inspire des théories anthropologiques sur la parenté et des études sur les réseaux sociaux. Des entrevues sont en cours dans trois quartiers de Montréal.

À part leur recherche sur le cycle de vie qui se poursuit, Denise Lemieux et Lucie Mercier ont commencé le travail de cueillette des titres en vue de rééditer l'ouvrage intitulé : *La recherche sur les femmes au Québec : bilan et bibliographie*. Paru en 1982, ce livre avait été réimprimé il y a quelques années. L'ampleur de la production scientifique dans ce champ incite à produire cette fois une réédition remaniée et augmentée. Le Secrétariat à la condition féminine a commandité ce projet et Michelle Comeau a collaboré à la collecte des titres. Le bilan de la recherche sur les femmes viendra s'ajouter au bilan de la recherche sur les jeunes presque terminé par Léon Bernier.

Enfin, un nouveau projet sur *La transmission familiale* a été formulé par Denise Lemieux et Léon Bernier et a fait l'objet d'une demande de subvention au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. On se propose d'étudier les phénomènes de transmission intergénérationnelle dans la famille au moyen de récits de vie recueillis auprès de dyades parents-adolescents. L'analyse projetée est de type qualitatif et s'appuiera sur une étude longitudinale quantitative déjà faite par Léon Bernier à partir des données recueillies dans le cadre de l'enquête sur les aspirations sociales et l'orientation professionnelle des étudiants (ASOPE).

Autres activités des chercheurs

Denise Lemieux a présenté une communication intitulée « Lieux de sociabilité de la jeunesse et changements socioculturels dans la formation des couples (1880-1949) » dans le cadre du colloque *La sociabilité : spécificité et mutations*, tenu à l'Université du Québec à Trois-Rivières en septembre 1988. Elle a également participé au comité des subventions stratégiques sur la famille et la socialisation de l'enfant du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Marie-Marthe Brault a participé au symposium du Forum québécois de l'action volontaire au Cégep Maisonneuve en avril 1988 et a apporté sa collaboration au séminaire de gérontologie sociale à l'Université de Montréal. Elle a aussi fait partie du comité de lecture de la *Revue canadienne du vieillissement*.

Renée Dandurand a apporté sa contribution au colloque de l'Institut canadien de recherches sur les femmes tenu en novembre 1988. Son exposé portait le titre « Maternité et monoparentalité : des mères sans alliance ». Des conférences sur le thème de la famille, du couple et de la monoparentalité ont été prononcées à l'Université Laval et à l'Université de Montréal. Elle a également évalué des articles ou des projets de recherche, entre autres pour le Conseil québécois de la recherche sociale.

En mai 1988, à Moncton, dans le cadre des colloques de l'Association pour la recherche qualitative et de l'ACSALF, Léon Bernier a présenté deux communications : « L'analyse de contenu comme démarche de compréhension » et « Les récits de vie et la question éthique ». Il a procédé à des évaluations d'articles et participé à divers comités. Il a présenté un exposé sur les valeurs et les aspirations des jeunes. Il a assumé également une co-direction de thèse de doctorat en sociologie à l'Université de Montréal.

II

LES COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES

Responsable : Denise Helly

Les recherches en cours

Le chantier des communautés ethnoculturelles comprenait en 1988-1989 cinq projets en cours de réalisation.

Anne Laperrière a dirigé une étude portant sur *La construction sociale de la perception des relations interethniques par des élèves de polyvalentes de Montréal*. Cette recherche, qui se poursuit en 1989-1990, tente de retracer les modalités d'accession des élèves de secondaire I, III et V à une connaissance et une expérience des relations ethniques dans leurs milieux scolaire, familial et d'habitat. Elle tente aussi de retracer comment ces élèves s'identifient selon les critères ethniques et raciaux que leur proposent ou leur imposent ces divers milieux. Ces deux processus d'identification sont reconstitués à partir d'entrevues, individuelles et en groupes, avec des élèves appartenant à une même classe et aux principaux groupes ethniques présents dans l'école.

Une deuxième recherche porte sur *La segmentation de l'économie et l'ethnicité au Québec, 1981-1986* ; elle est sous la responsabilité de Johanne Boisjoly et Denise Helly. L'objectif est de déterminer si l'appartenance ethnique et raciale, de même que le lieu de naissance, constituent des facteurs d'inégalité dans la distribution des occupations et des revenus. Pour ce faire, l'influence d'autres facteurs tels que l'âge, le sexe, l'éducation, la période d'entrée sur le marché du travail, la connaissance des langues officielles, est examinée de même que l'insertion dans certains secteurs de l'économie. L'analyse des données se poursuivra jusqu'en septembre 1990.

Jean Renaud et Denise Helly ont entrepris une autre recherche sur *L'établissement de nouveaux immigrants à Montréal*. Il s'agit de décrire comment de

nouveaux arrivants s'intègrent au marché du travail, choisissent une résidence, acquièrent une connaissance des langues officielles s'ils ne la possèdent pas à leur arrivée, et s'insèrent dans des réseaux informels d'aide, d'information et de participation à des institutions québécoises, francophones ou ethniques. L'originalité de ce projet tient à la mise en séquences temporelles des événements afin d'obtenir, dans un premier temps, une description empirique et datée des voies d'établissement de nouveaux immigrants ; ce qui permettra, dans un deuxième temps, de cerner les éventuels déterminismes à l'œuvre. On s'attachera particulièrement à la question suivante : la connaissance de l'anglais par de tels immigrants détermine-t-elle fatalement leur insertion dans des entreprises, réseaux et institutions anglophones ?

Denise Helly a réalisé, en 1986-1987, quarante entrevues sur les enjeux de l'immigration : des députés provinciaux, des journalistes et des chercheurs ont été interviewés. Grâce à ces entrevues semi-dirigées, elle voulait recueillir les opinions et les représentations de ces personnes quant à l'utilité de l'immigration, la hausse des niveaux d'entrées, les modes de sélection, le rôle de l'immigration dans le conflit linguistique, le développement économique et socio-culturel du Québec ainsi que le statut des immigrés dans la société québécoise. À la suite de l'analyse de contenu de ces entrevues, ont été dégagés quelques courants d'opinion que Denise Helly tente actuellement de définir avec précision.

Marie McAndrew a rédigé un livre à partir de sa thèse de doctorat sur *Les relations interethniques et l'implication de l'école publique dans l'enseignement des langues d'origine*. Il s'agit d'une analyse comparative du « Heritage Language Program » en Ontario et du « Programme d'enseignement des langues d'origine » au Québec.

Autres activités des chercheurs

Anne Laperrière a donné une communication, à Rennes, sur « Le tabou de la différence ». Elle a prononcé plusieurs conférences sur le thème du pluralisme culturel lors d'un colloque organisé par la Commission des écoles catholiques de Montréal, par le Cégep Saint-Laurent et par le Mouvement pour une école moderne.

Jean Renaud a présenté une communication à la journée de formation des départements de santé communautaire. Elle était intitulée « L'analyse des données de l'enquête Santé Québec : possibilités et limites ». Une autre communication, portant sur « L'évolution de la structure urbaine de la région de Montréal, 1971-1981 », a été donnée au colloque de l'ACSALF.

Denise Helly est membre du comité consultatif des Études ethniques et du Comité de rédaction de la revue *Anthropologie et Sociétés*. Elle a participé au Comité d'organisation du Congrès de l'Institut d'Histoire de l'Amérique française et a présenté une communication au colloque tenu en décembre 1988 à Rennes sur le thème : Étrangers dans la ville. À la demande de la Direction de la

recherche du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, elle a rédigé un texte sur l'insertion des immigrés au Québec.

Marie McAndrew a présenté une communication intitulée « Enseignement de l'histoire et pluralisme culturel » au Congrès des professeurs d'histoire du Québec à l'Université Laval. Elle a participé au débat de « S.O.S. Racisme » dans le cadre de l'émission télévisée de Radio-Canada *Disparaître*. Elle a aussi rédigé un rapport de recherche pour le Conseil du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration intitulé « Le traitement de la diversité ethnique, raciale et culturelle et la valorisation du pluralisme dans le matériel didactique au Québec ». Pour le Conseil scolaire de l'Île de Montréal, elle a produit une étude sur « Les relations des écoles et de la communauté en milieu pluri-ethnique montréalais ».

III

LA CRÉATION ET LA DIFFUSION DE LA CULTURE

Responsable : Fernand Dumont

L'année 1988-1989 a vu l'aboutissement de recherches commencées il y a deux ou trois ans dans le cadre de ce chantier. Certains projets sont en voie d'achèvement, alors que d'autres en sont aux premières étapes.

Les recherches terminées

La recherche sur *L'histoire de la formation des maîtres*, effectuée par Thérèse Hamel et M'hammed Mellouki, a donné lieu au dépôt de trois études. Madame Hamel a complété deux rapports, l'un sur les origines de la formation des maîtres jusqu'en 1939 et l'autre sur la période allant de 1939 à 1964. Le rapport de monsieur Mellouki couvre la période 1930-1964.

Laurence Lamontagne a complété une recherche sur *Les nouvelles technologies et la culture*. L'objectif était d'étudier, de la télévision à l'ordinateur en passant par diverses expériences illustrées par des études de cas, les incidences sur les mentalités des changements qu'entraînent les nouvelles technologies et leur utilisation.

Les recherches en voie d'achèvement ou en cours

Le projet sur *L'évolution des pratiques journalistiques depuis 1945* s'est poursuivi. Contrairement à ce qui avait été prévu dans le rapport précédent, l'équipe dirigée par Florian Sauvageau et Jean de Bonville, professeurs à l'Université Laval et chercheurs associés à l'Institut, n'a pu terminer le rapport final. Cependant, à compter de janvier 1990, la rédaction devrait être accélérée.

Au cours de l'automne 1988, Philippe Reid, professeur au Cégep François-Xavier-Garneau et attaché à l'Institut, amorçait une recherche sur *L'univers culturel des cégépiens et leur formation*. En accord avec les priorités du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, la première étape de la recherche a été consacrée à l'évaluation du JAFF (Jalons pour l'analyse de la formation fondamentale) comme instrument de mesure de certains éléments de la formation fondamentale, principalement des connaissances générales, et de certaines capacités intellectuelles de base. Par ailleurs, les scores obtenus par les élèves au test ont été mis en relation principalement avec l'âge, le sexe, le programme d'étude, l'année d'étude et le rendement scolaire. Ils ont été également mis en rapport avec la scolarité des parents, le type d'école secondaire et le collège fréquentés, le travail rémunéré durant l'année scolaire, la participation à des activités para-scolaires et l'origine urbaine ou rurale de l'élève.

Ainsi que nous l'avons annoncé dans notre rapport précédent, Florian Sauvageau s'est vu confier la responsabilité de développer des recherches sur les médias de communications avec un accent sur les dimensions politiques et juridiques. Monsieur Sauvageau était ainsi détaché à mi-temps à l'Institut ; il s'est préoccupé d'abord de dresser un bilan de la recherche qui sera complété par une prospective sur les études à effectuer.

Enfin, Fernand Dumont a poursuivi ses travaux sur *L'histoire de la pensée québécoise*. La reconstitution de la société globale sert d'arrière-plan, alors que l'insistance est mise avant tout sur les idéologies, l'historiographie et l'univers symbolique. La rédaction de la première partie du manuscrit devrait être terminée en 1990.

Autres activités des chercheurs

Thérèse Hamel a donné une communication au congrès de l'ACFAS qui s'est tenu en mai 1988, à Moncton. Le titre en était : « Enseignants laïques et religieux, formation des maîtres et métier enseignant à la veille de la Révolution tranquille ». Elle a présenté une autre communication au congrès de l'Association canadienne d'histoire de l'éducation, en octobre 1988, à London en Ontario : « La querelle Verreau-Laflèche : prélude à la segmentation des modèles de formation des maîtres au Québec à la fin du siècle dernier ». Elle a également fait partie du jury du prix des fondateurs de l'Association canadienne d'histoire de l'éducation.

Pour sa part, Fernand Dumont a donné plusieurs conférences : aux célébrations du 50e anniversaire de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, au colloque sur André Laurendeau face à l'éducation et à la politique, au colloque inter-centres organisé par le CELAT, le Centre de recherche en études québécoises et l'Institut. Monsieur Dumont a aussi présenté ses travaux de recherche à un groupe d'étudiants de l'Université de Montréal. Il est membre du Conseil de direction de la Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord de l'Université Laval,

du Conseil scientifique de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française, du comité sur l'aménagement linguistique du Conseil de la langue française, de même que des comités de rédaction des revues suivantes : *Laval théologique et philosophique*, *Sociologie et sociétés*, *Cahiers internationaux de sociologie*.

IV

LES TENDANCES SOCIOCULTURELLES

Responsable : Simon Langlois

Les travaux de ce chantier ont porté sur l'analyse des changements sociaux et culturels en cours au Québec. Tous les chercheurs participent au projet principal qui porte sur les tendances socioculturelles ; d'autres recherches se greffent à cette entreprise tout en s'inscrivant d'assez près dans la même problématique.

L'analyse des tendances

Le projet vise à dresser un tableau d'ensemble des tendances qui caractérisent la société québécoise. Au total, soixante-dix-huit thèmes différents ont été retenus, allant des traits démographiques aux pratiques culturelles en passant par l'analyse de la consommation ou des modes de vie. La liste des thèmes a été publiée dans les rapports précédents. Les diagnostics s'appuient le plus souvent possible sur des indicateurs quantitatifs et des observations standardisées, recueillies à au moins trois moments différents, afin de dégager une tendance ; lorsque de telles données ne sont pas disponibles, on se réfère uniquement à des études qualitatives. Les textes qui en résulteront seront relativement brefs. Il s'agit de proposer une courte synthèse à propos des changements en cours dans un grand nombre de domaines mis en parallèle dans un ouvrage de référence qui, sans être exhaustif, entend couvrir un éventail le plus large possible.

Cette analyse des tendances s'effectue en collaboration étroite avec trois autres équipes de recherche : de France, des États-Unis, de la République fédérale d'Allemagne. Les chercheurs de ces quatre équipes se sont rencontrés quatre fois jusqu'à présent, en alternance dans chaque pays. Les deux premières

réunions ont permis de définir la problématique d'ensemble du projet, d'établir la liste des thèmes à étudier et de choisir les indicateurs. L'Institut québécois de recherche sur la culture a été l'hôte, en décembre 1988, de la troisième réunion de ce groupe. La quatrième a été organisée par l'équipe américaine, au printemps 1989 à Charlottesville, rencontre à laquelle ont participé deux membres de l'équipe québécoise, Simon Langlois et Gary Caldwell. Lors de ces deux dernières rencontres, les chercheurs des quatre équipes ont analysé les travaux accomplis ; ils ont complété le choix des indicateurs et ont modifié quelque peu la liste des tendances à analyser. Le plan d'un volume d'analyses des changements en cours dans les quatre pays a été établi et la première version des textes sera discutée lors de la prochaine réunion du groupe en décembre 1989. Chaque équipe nationale prépare un ouvrage d'ensemble sur les tendances, ouvrage rédigé selon les mêmes normes et selon la même problématique. Suivra au moins un livre proposant des analyses comparatives entre les pays concernés.

L'Institut assure le secrétariat de ce groupe international. Celui-ci sera bientôt rejoint par deux autres équipes de recherche, l'une de Grèce et l'autre d'Espagne. L'élargissement de ce réseau de chercheurs permettra d'ajouter plus de profondeur à l'analyse comparative qui s'amorce.

L'ouvrage québécois sur les tendances devrait être publié d'ici peu. L'ajout de nouvelles données et la révision des analyses déjà effectuées se poursuivra en 1989 avant le dépôt final du manuscrit.

Le projet est dirigé par Simon Langlois, responsable du chantier, qui demeure professeur à demi-temps au Département de sociologie de l'Université Laval. Plusieurs autres chercheurs collaborent à ce projet : Jean-Paul Baillargeon, dont les services sont prêtés par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Gary Caldwell, Guy Fréchet et Madeleine Gauthier, à titre de chercheurs de l'Institut, Jean-Pierre Simard, à titre d'agent de recherche et Johanne Bujold, à titre d'assistante de recherche.

En février 1989, le Secrétariat à la condition féminine du Gouvernement du Québec a accordé à l'Institut une subvention pour rédiger une synthèse des principales tendances qui marquent la condition féminine. Un rapport de recherche, rédigé par Laurence Lamontagne, sera déposé au cours de l'été 1989.

La précarité du travail chez les jeunes

Madeleine Gauthier a poursuivi une recherche sur *La précarité du travail et l'insertion des jeunes dans la vie active* amorcée en janvier 1988. L'objectif principal est d'élaborer une typologie des formes d'entrée sur le marché du travail et de la précarité de l'emploi chez les jeunes et, en second lieu, d'analyser les retombées de cette précarité sur les genres de vie. Les données analysées proviennent de l'Enquête longitudinale sur l'activité, réalisée conjointement par Statistique Canada et Emploi et Immigration Canada ; l'analyse porte à la fois sur le Québec et l'ensemble du Canada. À cela s'ajoutent des entrevues

effectuées auprès d'un échantillon de jeunes résidant à Montréal, à Québec et dans plusieurs autres municipalités de diverses régions du Québec. Subventionnée par Emploi et Immigration Canada et par Statistique Canada, la recherche s'étendra jusqu'au printemps 1990. Jean-Pierre Simard a collaboré à cette étude, pour ce qui est des aspects statistiques, de même que Louise Bergeron, Marc Deschênes et Paule Obermeir qui ont effectué des entrevues. Les premiers résultats de recherche ont été présentés à Emploi et Immigration Canada et à Statistique Canada en octobre 1988.

Système technique, bonheur domestique

Jean-Pierre Charland est entré à l'Institut en janvier 1989. Il terminera d'abord une recherche intitulée *Système technique, bonheur domestique* amorcée au printemps 1988. Impliquant Mario Désautels, Jean-Guy Daigle et Luc Côté (Université d'Ottawa), cette recherche devrait permettre de mesurer l'accroissement du pouvoir d'achat des familles ouvrières de certains centres urbains québécois, de 1920 jusqu'à 1960 ; de connaître, pour certaines années, la composition du salaire familial et son affectation aux différents postes de dépense ; d'analyser la généralisation de nouveaux biens de consommation (entre autres, la télévision et l'automobile) et leurs effets sur les modes de vie ; d'analyser, sur la base d'un échantillon, le discours publicitaire de la presse quotidienne comme définisseur d'un nouveau bonheur domestique basé sur la consommation. Ce travail devrait être complété d'ici l'été 1990.

La musique populaire et les conditions de sa consommation

Parallèlement à la recherche qui précède, Jean-Pierre Charland a amorcé une étude de la musique populaire écoutée au Québec depuis les années 1950 jusqu'au début de la décennie 1980. En effet, quoique l'on puisse reconnaître chez les Québécois un engouement pour la musique populaire d'importation européenne ou américaine dès les années 1920, c'est sur le fond sonore du « rock'n roll » (pris dans un sens très large) que prennent place les événements liés à la Révolution tranquille. De l'adulation des vedettes américaines, de l'imitation servile à l'apparition d'artistes qui expriment la « québécitude », c'est toute une industrie qui apparaît, avec ses artisans, ses réussites, ses échecs. Les journaux spécialisés ou les quotidiens, les statistiques et les études gouvernementales, les multiples interviews auprès des artisans du disque et du spectacle devraient permettre d'apprécier l'importance de certains des changements culturels qui ont marqué ces décennies. Isabelle D'Amours participe à ce projet à titre d'assistante de recherche.

Autres activités des chercheurs

Simon Langlois a terminé son mandat de membre du conseil d'administration de l'ACFAS et de l'ACSALF. Il a été président d'un jury dans le cadre du programme Actions concertées du Fonds FCAR, président du jury « Prix Vincent » et membre du jury « John Porter Award ». Il est éditeur de *Recherches sociographiques*.

Gary Caldwell a présenté les communications suivantes : « Le Québec aura-t-il le dynamisme économique requis pour attirer et retenir un surplus migratoire ? », Montréal, Amis du Centre Monchanin ; « The Dilemma of English and French-Speaking Quebec : in search of the way of social particularism in a modern world », Irlande, mai 1988 ; « Relations between cultural and religious communities in Quebec », Montréal, Congrès juif canadien, novembre 1988. Il a en outre présenté divers exposés dans des séminaires ou auprès de groupes restreints. Il est membre du Comité de rédaction de *Recherches sociographiques* et il a évalué des manuscrits pour diverses revues.

Madeleine Gauthier a terminé son mandat comme membre du Comité scientifique de l'Institut mais demeure membre du comité de rédaction de Questions de culture. Elle a présenté une communication intitulée « La sociabilité des jeunes chômeurs » au colloque international « La sociabilité : spécificité et mutation » (Trois-Rivières) et une conférence à un séminaire de Statistique Canada, « Les 20-24 ans et l'emploi au Québec en 1986 » (Ottawa). Elle a enfin donné plusieurs conférences dans les universités et collèges, notamment sur les jeunes et sur la pauvreté, en plus de participer à plusieurs émissions de radio et de télévision.

Guy Fréchet a présenté une communication au congrès de l'ACFAS, « Modèle d'analyse des séries chronologiques » (Moncton) et il a évalué des manuscrits pour différents organismes.

Jean-Paul Baillargeon est membre du comité consultatif des statistiques culturelles de Statistique Canada et du comité d'orientation des statistiques culturelles du Bureau de la statistique du Québec. Il a été invité à titre de personne-ressource par le Département des sciences du loisir de l'Université du Québec à Trois-Rivières, dans le cadre d'un séminaire de deuxième cycle sur les changements de pratiques et de valeurs en matière de loisirs.

V

LES HISTOIRES RÉGIONALES

Responsable : Fernand Harvey

Poursuivant son objectif à long terme de réaliser une synthèse historique des différentes régions du Québec, des origines à nos jours, le chantier sur les histoires régionales a été particulièrement actif en 1988-1989. Sept projets de synthèse sont en cours, et à différents stades de progression. De plus, des instruments de travail sont en voie de réalisation.

Les synthèses en cours

L'année a été consacrée à la préparation finale en vue de l'édition, au cours de l'automne 1989, de deux manuscrits : l'*Histoire du Saguenay—Lac-Saint-Jean* et l'*Histoire des Laurentides*.

Rappelons que le projet d'*Histoire du Saguenay—Lac-Saint-Jean* a été rédigé principalement par Camil Girard et Normand Perron, chercheurs à l'Institut, sous la direction scientifique de Fernand Harvey et sous la direction administrative de Pierre Jacques, professeur d'histoire à l'Université du Québec à Chicoutimi. Un nombre impressionnant de collaborateurs et d'assistants ont participé au projet et sont mentionnés dans l'avant-propos de l'ouvrage à paraître. Quant au manuscrit d'*Histoire des Laurentides*, il a été rédigé par Serge Laurin, professeur d'histoire au Cégep de Saint-Jérôme, avec l'aide de trois assistants de recherche : Richard Lagrange, Vincent Ouellette et Danielle Soucy.

Dans le cas de ces deux manuscrits, un important et complexe travail d'édition a été réalisé et comprend, outre le texte lui-même, un volet cartographique et un volet iconographique. En plus des deux équipes régionales impliquées dans l'édition de ces manuscrits, soulignons le travail de Yves Martin

et de Andrée Raiche-Dussault, chargés de relire et de corriger les manuscrits et celui de Véronique Morin et Mariette Montambault, du service de l'édition de l'Institut. Ces deux ouvrages devraient être lancés au cours de l'automne 1989.

La rédaction se poursuit en ce qui concerne l'*Histoire des Cantons de l'Est*, sous la direction de Jean-Pierre Kesteman et Peter Southam du Département des sciences humaines de l'Université de Sherbrooke, afin d'en arriver à un manuscrit final dès que possible. Il en va de même du projet d'*Histoire du Bas-Saint-Laurent*, sous la direction de Jacques Lemay et de son équipe de collaborateurs : Yvan Morin, Antonio Lechasseur, Yves Tremblay et Jean-Charles Fortin.

Par ailleurs, deux autres projets, d'une durée initiale de trois ans, sont à mi-chemin de leur achèvement. L'*Histoire de l'Outaouais* est sous la direction scientifique de Chad Gaffield, professeur au Département d'histoire de l'Université d'Ottawa. Quatre chercheurs de l'Institut collaborent également à ce projet : André LaRose, Normand Fortin, Gérald Pelletier et Odette Vincent-Domey. La recherche sur la période antérieure à 1900 est en voie d'être complétée et la première version des différents chapitres qui s'y rattachent sera terminée à la fin de l'été 1989. Mentionnons que la direction administrative du projet est assumée par Nicole Patry, directrice générale du Conseil régional de la culture de l'Outaouais.

Quant au projet d'*Histoire de la Côte-du-Sud*, il est sous la direction scientifique de Alain Laberge et sous la direction administrative de Diane Saint-Pierre. L'équipe de rédacteurs comprend également Martine Côté, Yves Hébert, Jacques Saint-Pierre, et quelques assistants de recherche. La recherche va bon train en ce qui concerne le régime français et le début du 19e siècle qui constituent d'importantes périodes pour cette vieille région du Québec. Des versions préliminaires de chapitres sont en voie d'être réalisées et le travail de dépouillement de sources diverses se poursuit par l'équipe des assistants.

Un nouveau projet sur l'*Histoire de la Côte-Nord* sera mis en route au début de l'automne 1989, sous la direction scientifique de Pierre Frenette, professeur d'histoire au Cégep de Baie-Comeau et sous la direction administrative de Yvan Canuel, directeur général du Conseil régional de la culture de la Côte-Nord. Une équipe est sur le point d'être constituée pour réaliser ce projet. Déjà, au cours de l'année 1988-1989, des chercheurs de différentes disciplines impliqués dans des recherches sur cette région ont été réunis à trois reprises à l'Institut afin de faire le point sur l'état de la recherche sur la Côte-Nord et pour discuter d'un éventuel plan de travail.

L'Institut n'envisage pas la mise en œuvre d'autres projets d'histoire régionale pour l'année qui vient. Cependant, un comité de planification a été constitué afin d'envisager, à long terme, toutes les dimensions scientifiques, organisationnelles et financières des projets qui restent à entreprendre. Ce comité est formé de Fernand Harvey, Georges Lamy, Jean Hamelin et Michel Paquin. Ce comité remettra son rapport à l'automne 1989.

Les instruments de travail

Parallèlement aux projets de synthèses historiques, des instruments de travail ont été réalisés dans le cadre des activités de recherche du chantier. Parmi ceux-ci, mentionnons les bibliographies régionales. En plus des huit titres déjà parus, s'ajoutait à l'hiver 1989 une *Bibliographie de la Rive-Sud de Québec*, par Françoise De Montigny-Pelletier et Andrée Raiche-Dussault. Des bibliographies analogues sont en voie d'édition concernant la Côte-Nord, le Haut-Saint-Laurent, la Beauce, la Côte-de-Beaupré et l'Île d'Orléans. De plus, des recherches bibliographiques se poursuivent concernant le Bas-Saint-Laurent, le Richelieu/Yamaska/Rive-Sud de Montréal, et la Mauricie. Madame Raiche-Dussault assure la coordination de ces différents projets, de même que la préparation des manuscrits en vue de l'édition.

Le projet de *Bibliographie d'histoire du Québec et du Canada* est également rattaché au chantier des histoires régionales. Sous la direction de Paul Aubin, assisté de Louis-Marie Côté, ce projet, mieux connu sous le nom d'HISCABEQ, a déjà fait l'objet de trois publications qui couvrent les titres parus entre 1946 et 1980, soit plus de 60 000 références. La tranche 1981-1985 est maintenant achevée et sera acheminée sous peu au service de l'édition. Par ailleurs, monsieur Aubin a obtenu du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada une subvention d'une durée de trois ans pour réaliser la tranche 1986-1990 de cette bibliographie.

Après deux années d'intenses recherches, le projet d'*Inventaire des archives paroissiales de la Côte-du-Sud* sous la responsabilité de Diane Saint-Pierre, assistée de Yves Hébert, est maintenant terminé. Cet inventaire est prêt pour la publication et devrait rendre d'utiles services aux chercheurs.

La contribution des institutions régionales

Outre la dimension scientifique, le chantier sur les histoires régionales comporte une dimension financière significative. Pour le financement, chaque projet est amorcé sur la base d'un partenariat entre l'Institut et la région concernée.

Sous la direction de Georges Lamy, directeur de l'administration à l'Institut, un comité directeur et/ou un comité de financement ont été mis sur pied dans différentes régions depuis trois ans. Le mandat du comité directeur est de faire connaître le projet d'histoire régionale au sein de la population, tandis que le comité financier est chargé de recueillir les fonds en provenance du milieu.

L'Institut se réjouit de la réponse enthousiaste des différentes régions. Sans le dévouement désintéressé de ces personnalités bénévoles bien connues dans leurs milieux respectifs, les projets d'histoires régionales n'auraient pas connu un tel succès ni un tel développement.

Autres activités des chercheurs

Au cours de l'année 1988-1989, Fernand Harvey a participé à plusieurs congrès, tant au Canada qu'à l'étranger. En mai 1988, il donnait une conférence au congrès de l'Association irlandaise d'études canadiennes à Maynooth intitulée « Ethnics groups : the stakes of linguistic struggle in Quebec ». Au début de juin, il participait, à titre de délégué canadien, à la réunion du Conseil international d'études canadiennes à Catania (Sicile). Durant le même mois, il présidait le colloque annuel de l'Association d'études canadiennes à l'Université de Windsor dont le thème était « La pratique des arts au Canada/Practising the Arts in Canada ». Monsieur Harvey a également été membre du jury de la Médaille Luc-Lacoursière (ethnologie).

Diane Saint-Pierre était membre du jury du comité d'évaluation des demandes d'aide financière des Archives nationales du Québec ; elle représentait aussi l'Institut au comité d'évaluation de la Société nationale des Québécois de la Capitale. En mai 1988, elle prononçait une conférence devant les membres de la Société historique de la Côte-du-Sud sur l'inventaire des archives paroissiales de la région.

En février 1989, à Hull, André LaRose et Chad Gaffield ont donné une conférence sur le projet d'*Histoire de l'Outaouais*, à l'invitation de l'Institut d'histoire et de recherche sur l'Outaouais (IHRO). André LaRose est également membre du comité de rédaction de la revue *Cultures du Canada français* et co-directeur de la collection « Documents de travail » du Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa.

Paul Aubin a réalisé, pour la troisième année consécutive, le *Répertoire des thèses en cours*, pour le compte de la Société historique du Canada.

Deuxième partie

ACTIVITÉS ET SERVICES

Comme à l'accoutumée, cette section regroupe des informations concernant les publications, les activités et les services.

Le rythme des publications et des activités est demeuré sensiblement le même que celui des années précédentes. C'est le secteur des services qui a été davantage en ébullition, tant en raison de la recherche de financement additionnel par le moyen des commandites et des subventions, qu'à cause de la négociation des conventions collectives du personnel de recherche et du personnel de soutien.

I

LES ACTIVITÉS

Responsable : Léo Jacques

Concours

La huitième édition du Prix Edmond-de-Nevers fut remarquable à bien des égards. Une participation record a été enregistrée : quarante étudiants de deuxième cycle provenant de huit universités se sont inscrits, comparativement aux trente et un candidats de l'année précédente.

Le Prix a été décerné à Robert Laliberté, de l'Université du Québec à Montréal. Il est le premier étudiant en science politique à remporter les honneurs du concours. Il s'est mérité le Prix pour son mémoire de maîtrise intitulé *L'imaginaire politique de Victor Segalen*, réalisé sous la direction de Thierry Hentsch.

C'est à un jury de cinq personnes que revenait la délicate tâche de choisir un lauréat. La présidence en était assurée par Gilles Brien, du Département de sciences humaines de l'Université du Québec à Rimouski. Participaient également au jury Guylaine Massoutre, du Département d'études littéraires de l'Université du Québec à Montréal, Guy Lecavelier, du Département de sociologie de l'Université Concordia, Pierre Gravel, du Département de philosophie de l'Université de Montréal et Raymond Duchesne, directeur de la recherche et des études avancées à la Télé-Université.

Cette année, la qualité des mémoires présentés au Prix Edmond-de-Nevers a incité les membres du jury à décerner deux mentions honorifiques : Dominique Maléza, *Les implications juridiques de l'expérimentation scientifique en matière de reproduction humaine : un exemple, le clonage (l'exode de la sexualité et du hasard)*, Université de Sherbrooke, Faculté de droit ; Mario Mimeault, *Les*

Basques en Nouvelle-France. Une étude de la présence basque en Nouvelle-France et de son implication dans les pêches en Amérique sous le régime français, Université Laval, Département d'histoire.

Salons du livre, congrès

Des événements ponctuels tels les salons du livre et les congrès scientifiques demeurent pour l'Institut des moments privilégiés pour faire connaître l'ensemble de son fonds de publications à divers publics. Ils constituent des lieux importants de diffusion et assurent une plus grande visibilité aux recherches menées à l'Institut.

Cette année, l'Institut s'est fait très présent ; il a inscrit à son calendrier cinq participations à des salons du livre tenus à travers le Québec. Comme par les années passées, il fut exposant aux salons du livre de l'Outaouais, de Québec et de Montréal. De plus, il a participé aux salons du livre de Jonquière et de Trois-Rivières.

Par ailleurs, l'Institut a collaboré à plusieurs manifestations à caractère scientifique, à titre d'exposant. Les publications de l'Institut furent présentées au congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) à Moncton, au congrès des Sociétés savantes à l'Université de Windsor, au congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française à Trois-Rivières et au congrès de la Fédération des sociétés d'histoire à Chicoutimi. Le colloque de l'Institut canadien de recherche sur les femmes (ICREF) qui se tenait à Québec a bénéficié de la présence de l'Institut ainsi que la 3e Foire internationale du livre féministe à Montréal.

Finalement, les publications de l'Institut furent présentées dans de grandes foires internationales, telles les salons du livre de Paris, Bruxelles et Genève.

Lancements

La Bibliothèque centrale de prêt de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine et le Musée de la Gaspésie ont procédé au lancement de la *Bibliographie de la Gaspésie*, œuvre de l'historien Marc Desjardins.

Le délégué chargé provisoirement des affaires courantes reliées au poste de directeur général de l'École nationale d'administration publique, Roland Parenteau, et le président de l'Institut, Fernand Dumont, ont procédé au lancement officiel du quatorzième numéro de Questions de culture traitant de *La culture des organisations*. Cet ouvrage collectif, dirigé par Gladys L. Symons, fut lancé à l'École nationale d'administration publique à Montréal en novembre 1988.

C'est à l'initiative du comité des archives et du comité des relations communautaires du Congrès Juif canadien, région du Québec, qu'eut lieu le lancement des ouvrages de Pierre Anctil : *Le rendez-vous manqué. Les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres* et *« Le Devoir », les Juifs et l'immigration. De Bourassa à Laurendeau*. Cet événement, présidé par le juge Emmett Gould, s'est tenu en décembre 1988.

La *Bibliographie de la Rive-Sud de Québec (Lévis-Lotbinière)* a fait l'objet d'un lancement à l'Anglicane de Lévis, en mars 1989. Des représentants des milieux politiques, économiques et culturels régionaux ont répondu à l'invitation lancée par le Groupe d'initiatives et de recherches appliquées au milieu (GIRAM), la Société d'histoire régionale de Lévis et l'Institut québécois de recherche sur la culture.

Expositions

Comme par les années passées, l'Institut a mis en circulation trois expositions itinérantes visant à mettre en valeur et à rendre accessible au public des différentes régions du Québec des documents photographiques et/ou d'archives. Plusieurs organismes ont choisi d'inscrire ces expositions à leur calendrier d'activités.

L'exposition « Ulric Bourgeois (1874-1963), photographe du Québec et de la Nouvelle-Angleterre » continue à sillonner le Québec et à jouir d'une bonne renommée. L'œuvre de ce photographe québécois fut appréciée par les étudiants de la polyvalente Massé-Vanier à Cowansville et de l'école Mgr Théberge à Marieville ainsi que par ceux des cégeps Ahuntsic, Sorel-Tracy et Rosemont. Par ailleurs, le Centre d'archives nationales du Québec à Hull, la Maison du Pressoir à Montréal-Nord et le Centre culturel de Saint-Lambert ont invité leur clientèle à visiter cette exposition.

L'exposition « Quelques facettes de l'histoire de la radio au Québec » a connu une large diffusion auprès des clientèles scolaires, notamment dans les cégeps de la grande région montréalaise : Sorel-Tracy, Ahuntsic, Rosemont, Valleyfield. Plusieurs visiteurs sont venus partager ces moments mémorables de l'histoire de la radio au Musée minéralogique et minier de la région de l'amiante, au Centre d'archives nationales du Québec à Hull ainsi qu'à la bibliothèque intermunicipale de Pierrefonds-Dollard-des-Ormeaux et finalement, au Centre culturel Jacques-Ferron à Longueuil.

Mettant en vedette le livre et ses artisans, l'exposition « Du manuscrit au livre » a surtout circulé dans les bibliothèques publiques et scolaires. Aylmer, Trois-Rivières, Saint-Jean-sur-le-Richelieu, Mascouche, Marieville et Valleyfield furent autant de lieux de présentation de cette exposition.

II

LES PUBLICATIONS

Responsable : Léo Jacques

Le service de l'édition s'est vu confier plusieurs projets de publication. Des collaborations multiples, voire des complicités, ont permis d'inscrire quatorze nouveaux titres au catalogue de l'Institut.

Depuis 1981, l'Institut a publié en moyenne quatorze titres par année. Si on exclut les rapports de recherche et les manuscrits à diffusion limitée, le catalogue compte maintenant 118 titres.

En chiffres, la production 1988-1989 se lit comme suit :

Nombre de titres	Nombre de pages	Tirage
14 nouveautés	**3 490**	**14 781 ex.**
2 réimpressions	**592**	**747 ex.**

Bon nombre d'études parues cette année se situent au cœur des grands débats qui traversent la société québécoise actuelle. C'est le cas, notamment, de l'étude de Renée Brien-Dandurand parue sous le titre *Le mariage en question. Essai sociohistorique*. Depuis les années 1960, la conjugalité s'est radicalement transformée. Aussi, cette étude rend compte des changements intervenus au Québec depuis lors jusqu'à 1985 et, en outre, elle permet de saisir comment les institutions politiques, juridiques, religieuses, économiques et culturelles, sous l'impulsion du mouvement des femmes, ont contribué à modifier les règles du jeu.

La remise en question du mariage n'est sans doute pas étrangère à l'émergence de cette nouvelle monoparentalité dont fait état un autre ouvrage : *Des mères sans alliance. Monoparentalité et désunions conjugales*. Les chercheures Renée Brien-Dandurand et Lise Saint-Jean étudient le phénomène, à travers des récits de vie de mères ayant vécu la désunion. Ces femmes racontent trois moments de leur vie matrimoniale : la vie en couple, la rupture, le partage des biens et des responsabilités parentales. Ce faisant, leurs témoignages révèlent les avatars du mariage et les enjeux de la paternité et de la maternité dans la famille actuelle.

Voulant mesurer les transformations des cycles de vie des femmes en rapport avec les changements de la vie quotidienne, Denise Lemieux et Lucie Mercier ont puisé à la mémoire des mères et des grand'mères d'hier et d'aujourd'hui pour rejoindre la vie des femmes au début du siècle. C'est le portrait de cette époque qui est esquissé dans l'ouvrage *Les femmes au tournant du siècle (1880-1940). Âges de la vie, maternité et quotidien*. De ces chroniques et de ces autobiographies, les auteures tirent une connaissance des apprentissages familiaux et scolaires, des sociabilités de la jeunesse, de la vie affective, de la maternité, des façons d'habiter et d'entretenir la maison ainsi que des ruptures de l'existence liées à la maladie et à la mort.

Pierre Anctil interroge également le passé dans les deux ouvrages qu'il a publiés sur la question juive. Dans son livre *« Le Devoir », les Juifs et l'immigration. De Bourassa à Laurendeau*, il rend compte de l'évolution des opinions et des prises de position des nationalistes québécois à l'égard de l'immigration, depuis le début du siècle jusqu'aux années soixante. Le débat que suscite l'immigration juive pose la question de l'identité québécoise et de ses limites, comme l'indique le titre de son deuxième ouvrage, *Le rendez-vous manqué. Les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*. Monsieur Anctil y retrace l'histoire des rapports entre la société québécoise francophone et la minorité juive montréalaise dans les années trente. Cette rencontre est marquée de méfiance, de tensions latentes, voire d'affrontements, notamment lors de la crise des écoles juives et de l'admission des étudiants juifs dans les universités québécoises.

La collection Diagnostic s'est enrichie de deux autres titres. Le politicologue Vincent Lemieux discute, dans son ouvrage *Les sondages et la démocratie*, des effets de la prolifération des sondages politiques sur la pratique de la démocratie. Pour sa part, le journaliste Laurent Laplante examine la situation des universités québécoises au plan du financement, de la recherche et de l'enseignement dans un ouvrage intitulé *L'université. Questions et défis*.

Dans la collection Questions de culture fut publié, sous la direction de Gladys L. Symons, en collaboration avec Yves Martin, l'ouvrage *La culture des organisations*, qui rassemble des études empiriques et des écrits théoriques sur les organisations de notre société. À partir de cas empruntés aux secteurs public et privé, les auteurs donnent des aperçus nouveaux sur les aspects symboliques de la vie sociale de nos organisations du monde du travail. Dans cette même collection est également paru un livre ayant pour thème le temps.

Dirigé par Gilles Pronovost et Daniel Mercure, l'ouvrage *Temps et Société* explore quelques facettes significatives des temporalités modernes. Divisé en quatre sections thématiques, il analyse la transformation des rapports entre les temps sociaux dans nos sociétés modernes et le rôle d'institutions sociales régulatrices du temps.

S'est ajouté à la collection Edmond-de-Nevers, l'essai de Robert Laliberté sur *L'imaginaire politique de Victor Segalen*, qui lui a valu le Prix Edmond-de-Nevers 1989. Tout en nous introduisant à l'œuvre de Segalen, monsieur Laliberté tente d'expliquer les contradictions apparentes entre les positions politiques de ce dernier et son œuvre littéraire.

Quatre études ont été publiées dans la collection Documents de recherche. La sociologue Madeleine Gauthier livre les résultats d'une recherche menée auprès de jeunes chômeurs dans un ouvrage intitulé *Les jeunes chômeurs. Une enquête*. De cette étude ressortent les conséquences individuelles d'une situation de chômage ainsi que certains traits de culture d'une génération de jeunes. Par ailleurs, Ginette Paquet fouille la question de la persistance des inégalités sociales en matière de santé dans une étude parue sous le titre : *Santé et inégalités sociales. Un problème de distance culturelle*. Elle donne la mesure de la distance qui sépare le système de santé des milieux populaires. Pour ce faire, elle confronte le style de vie des milieux populaires à celui des acteurs du système de santé en faisant ressortir leurs attitudes et leurs représentations respectives à l'égard de la santé et de la maladie.

Mentionnons finalement la publication de deux bibliographies. L'une regroupe plus de 4 000 titres couvrant les diverses avenues de la recherche sur les jeunes au Québec. Intitulée *Autour des jeunes. Reconnaissance bibliographique*, cette bibliographie a été réalisée par Isabelle Perrault. Est également sortie des presses la *Bibliographie de la Rive-Sud de Québec (Lévis-Lotbinière)* de Françoise de Montigny-Pelletier et Andrée Raiche-Dussault. Il s'agit de la neuvième d'une série de bibliographies régionales publiées par l'IQRC.

Pour assurer la réalisation de ce programme d'édition, le directeur des publications compte sur une équipe permanente dont la taille est, on ne peut plus modeste : Véronique Morin assume la supervision de la production, en étroite collaboration avec Mariette Montambault ; Gisèle Bolduc consacre la plus grande partie de son temps à la promotion et à la diffusion ; les agents de secrétariat, sous la responsabilité de Ginette Belleau, effectuent le traitement de texte initial.

Un réservoir de pigistes auxquels nous recourrons régulièrement complète l'équipe pour des travaux de révision linguistique, de correction d'épreuves, de cartographie et de conception graphique notamment.

L'introduction de la micro-informatique a déjà apporté d'importants changements dans nos pratiques au cours des derniers mois.

III

STRUCTURES ET INFRASTRUCTURES

États financiers

Malgré une diminution de la participation du gouvernement du Québec au financement de l'Institut en 1988-1989, les revenus de l'Institut ont augmenté de 3,35 %. La participation du gouvernement du Canada et des ministères et organismes québécois ont permis, pour une large part, de combler ce manque à gagner et d'augmenter le volume des activités de l'Institut.

Les dépenses, par ailleurs, ont été plus importantes en 1988-1989. L'augmentation est de 6,3 %. Tout en maintenant ses frais d'administration à un niveau légèrement inférieur, l'Institut a pu consacrer 153 409 $ de plus à la recherche.

L'exercice financier se solde par une légère perte de 136 $. Cependant, l'année financière 1989-1990 débutera avec un report de revenus de 320 704 $. Ce report couvrira les dépenses de projets en cours.

L'avoir de l'Institut est demeuré pratiquement stable en 1988-1989.

Le financement

Le système du partenariat avec le gouvernement fédéral, les ministères et organismes québécois et les instances publiques et privées des régions s'est développé en 1988-1989.

Les résultats ont été fort encourageants. Des protocoles de recherche ont été conclus avec le Secrétariat d'État du Canada, le ministère de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, le ministère du Multiculturalisme, le ministère des Communications, Statistique Canada et le CRTC.

Du côté québécois, des collaborations se sont réalisées ou se poursuivent avec les ministères de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science, des Communications, des Communautés culturelles et de l'Immigration. Des travaux ont également été amorcés en collaboration avec le Secrétariat à la condition féminine et le Musée de la civilisation.

L'Institut a de plus obtenu des subventions de recherche du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et du Conseil québécois de la recherche sociale.

En ce qui concerne les synthèses d'histoire régionale, les campagnes de levée de fonds dans la Côte-du-Sud et dans l'Outaouais ont progressé pour atteindre leur objectif à 80 %. Ces campagnes se termineront à l'automne 1989 et auront permis de recueillir 250 000 $ dans chaque région.La campagne de financement menée au Saguenay—Lac-Saint-Jean est pratiquement terminée. Elle aura permis de réunir 240 000 $.

Une nouvelle levée de fonds s'est amorcée dans la région de la Côte-Nord. L'objectif est de 300 000 $.

Le Fonds de dotation

En 1988-1989, le solde du fonds de dotation est passé de 318 070 $ à 349 827 $, soit une augmentation de 11 %. Cette performance du portefeuille de dépôts à terme est supérieur de 2,24 % à l'année précédente.

Au cours de l'année, le Conseil du fonds a accueilli un nouveau membre, Yvon Daneau, de la Confédération des Caisses populaires et d'économie Desjardins.

Le personnel

La convention collective du personnel de recherche est venue à échéance le 30 juin 1988. L'Association des chercheurs (CSN) a déposé les demandes syndicales en juillet 1988 ; le projet de l'Institut fut déposé à la fin de septembre. Une quinzaine de séances de négociations, échelonnées d'octobre 1988 à juin 1989, ont permis d'arriver à une nouvelle entente de trois ans qui a été signée le 21 juin 1989.

Cette entente prévoit notamment l'embauche de six chercheurs à titre régulier, à raison de deux pour chacune des trois années de la convention.

Par ailleurs, la convention du personnel de soutien étant échue depuis le 30 juin 1988, le Syndicat du personnel (CSD) a déposé ses demandes en février 1989. Le projet de l'Institut sera, quant à lui, déposé bientôt afin d'en arriver à une entente le plus tôt possible.

Les activités des instances

Les membres du Conseil ont siégé à trois reprises alors que le Comité exécutif se réunissait cinq fois.

Ont notamment figuré à l'ordre du jour les questions suivantes :

— le statut de l'Institut et le projet d'affiliation avec l'Université Laval ou l'Université du Québec ;
— le rapport des états financiers 1987-1988 ;
— le budget de l'Institut ;
— le pouvoir d'emprunt de l'Institut ;
— la nomination d'un chercheur régulier et de chercheurs associés ;
— la nomination des responsables de chantiers ;
— l'évaluation des chantiers ;
— l'état des subventions de recherche ;
— la convention collective du personnel de recherche et celle du personnel de soutien de l'Institut ;
— les échelles de traitement du personnel de recherche ;
— les colloques organisés par l'Institut ;
— les directives concernant les frais de voyage et d'assignation du personnel ainsi que l'utilisation de la carte de crédit émise au nom de l'Institut ;
— la décennie du développement culturel de l'UNESCO.

Dans le même temps, le Comité scientifique a tenu six réunions où furent discutés, entre autres, les orientations de recherche et le contenu de projets spécifiques.

Troisième partie

DOCUMENTS

DOCUMENT I

LA LOI CONSTITUANT L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

(Lois du Québec, 1979, chapitre 10; sanctionnée le 22 juin 1979;
Lois du Québec, 1985, chapitre 30; sanctionnée le 20 juin 1985;
Lois du Québec, 1987, chapitre 11; sanctionnée le 26 mars 1987)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

CONSTITUTION ET COMPOSITION DE L'INSTITUT

Constitution.

1. Un organisme, ci-après appelé «l'Institut», est créé sous le nom de «l'Institut québécois de recherche sur la culture».

Pouvoirs d'une corporation.

2. L'Institut est une corporation au sens du Code civil et il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Mandataire du gouvernement.

3. L'Institut jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

Domaine public.

Les biens de l'Institut font partie du domaine public mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ses biens.

Responsabilité.

L'Institut n'engage que lui-même lorsqu'il agit en son propre nom.

Siège social.

4. L'Institut a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de la situation ou de tout changement du siège social est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Bureaux et séances.

L'Institut peut établir des bureaux aux endroits qu'il détermine; il peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

Composition.

5. L'Institut est formé de neuf membres nommés par le gouvernement, dont cinq après consultation des milieux intéressés par les recherches sur les phénomènes culturels.

Chercheurs de l'Institut.

Au moins trois des membres sont nommés parmi les chercheurs de l'Institut.

Président.

6. Le gouvernement nomme le président-directeur général de l'Institut parmi les membres de ce dernier.

Vice-président.

Les membres de l'Institut désignent, parmi les membres qui n'exercent pas la fonction de président-directeur général, un vice-président.

Fonctions du président.

Le président-directeur général préside les réunions de l'Institut et assume les autres fonctions que l'Institut lui assigne par règlement.

7. Le président-directeur général est responsable de l'administration de l'Institut dans le cadre de ses règlements.

8. L'article 8 de cette loi est abrogé.

Mandat.

9. Le président-directeur général est nommé pour une période qui ne peut excéder cinq ans et les autres membres de l'Institut sont nommés pour quatre ans.

Mandat.

Toutefois, à l'exception du président-directeur général, trois des premiers membres sont nommés pour trois ans.

Renouvellement.

Le mandat d'un membre ne peut être renouvelé consécutivement qu'une seule fois.

Frais et allocation.

10. Les membres de l'Institut autres que le président-directeur général ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions et ils reçoivent une allocation de présence fixée par le gouvernement.

Rémunération, etc.

11. Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général.

Nomination du personnel.

12. L'Institut peut nommer un secrétaire ainsi que tout autre employé requis pour ses opérations. Il peut, pour l'exécution de ses travaux, retenir les services de chercheurs et d'experts à titre d'employés ou autrement.

Rémunération, etc.

La rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du secrétaire, des employés, des chercheurs et des experts sont fixés par l'Institut et approuvés par le gouvernement.

Fonctions continuées.

13. À la fin de leur mandat, les membres de l'Institut demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Vacance.

Sauf dans le cas du président-directeur général, toute vacance survenant au cours de la durée d'un mandat est comblée pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer en suivant le mode de nomination prévu à l'article 5.

Incapacité du président.

14. En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du président-directeur général, le vice-président agit comme président-directeur général jusqu'à ce que soit nommé un nouveau président-directeur général ou pendant que dure son incapacité.

15. L'article 15 de cette loi est abrogé.

Quorum.

16. Le quorum de l'Institut est de cinq membres dont le président-directeur général ou le vice-président. En cas de partage égal des voix, le président-directeur général ou, en son absence, le vice-président dispose d'une voix prépondérante.

Conflit d'intérêt.

17. Le président-directeur général de l'Institut ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans toute entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de l'Institut. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation à condition qu'il y renonce ou qu'il en dispose avec toute la diligence possible.

Employés visés.

Tout employé de l'Institut est assujetti au premier alinéa dans les cas prévus par règlement de l'Institut.

Révélation d'intérêt.

Tout autre membre ayant un intérêt dans une entreprise doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président-directeur général et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

Réglementation.

18. L'Institut peut faire des règlements pour sa régie interne et l'exercice de ses pouvoirs et notamment pour:

a) constituer un comité exécutif, en déterminer les fonctions et les pouvoirs, et fixer la durée du mandat de ses membres;

b) déterminer les fonctions et pouvoirs du président-directeur général, du vice-président et des autres employés de l'Institut;

c) créer une catégorie de membres affiliés à l'Institut qui n'ont pas droit de vote et ne participent pas à son administration, déterminer leurs conditions d'admission ainsi que leurs droits et obligations;

d) créer des fonds de dotation à même les sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution, à l'exception de celles octroyées par le gouvernement, ses ministères ou organismes, et déterminer les modes d'administration et de disposition de ces fonds.

Publication.

Les règlements de l'Institut adoptés en vertu du présent article sont publiés dans la *Gazette officielle du Québec*.

Authenticité des procès-verbaux.

19. Les procès-verbaux des séances de l'Institut, approuvés par celui-ci et certifiés conformes par le président-directeur général ou par toute autre personne autorisée à le faire par les règlements de régie interne de l'Institut, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de l'Institut ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

SECTION II

FONCTIONS ET POUVOIRS DE L'INSTITUT

Objets.

20. L'Institut a pour objets, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, d'effectuer, d'encourager et de soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels.

Pouvoirs

21. Dans la poursuite de ses objets, l'Institut peut notamment:

a) concevoir et réaliser les plans et les programmes de recherche nécessaires pour mieux comprendre les transformations de la culture au Québec;

b) promouvoir la collaboration et la concertation des chercheurs travaillant dans le domaine des recherches et des études sur la culture;

c) mettre à la disposition des chercheurs des services et des informations utiles à la réalisation des recherches et des études sur la culture;

d) tenir des réunions, colloques ou séances d'information et publier les résultats des études et recherches de l'Institut ou d'autres organismes poursuivant des buts similaires;

e) concourir, par les résultats de ses études et recherches, et par ses prévisions et ses avis, à l'élaboration et à la révision des politiques culturelles.

Pouvoirs avec autorisation du gouvernement.

22. L'Institut ne peut sans l'autorisation du gouvernement:

a) conclure, conformément à la Loi du ministère des affaires intergouvernementales (1974, chapitre 15), un accord avec tout gouvernement ou organisme gouvernemental;

b) contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement;

c) acquérir des immeubles ou en disposer;

d) prendre un engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement.

Actes prohibés.

23. L'Institut ne peut acquérir des actions d'une autre corporation, ni exploiter des entreprises commerciales. Il ne peut accorder des prêts, des dons ou des subventions.

Acceptation de dons, etc.

24. L'Institut peut recevoir et accepter des dons, legs, subventions ou toute autre contribution.

Autorisation du gouvernement.

Il ne peut cependant accepter des dons, legs, subventions ou autres contributions auxquels sont attachées des charges ou conditions, si ce n'est du gouvernement du Québec, ses ministères ou organismes, sans l'autorisation du gouvernement.

Exécution de mandat.

25. Dans la poursuite de ses objets, l'Institut doit executer tout mandat spécifique que lui confie, avec l'approbation du gouvernement, le ministre chargé de l'application de la présente loi.

Dépôt.

Un tel mandat doit être déposé devant l'Assemblée nationale dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement. Si le mandat est approuvé alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il doit être déposé devant elle dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux, selon le cas.

Publication.

L'Institut doit publier les résultats de toute recherche qui lui est confiée par le ministre en vertu des alinéas précédents.

SECTION III

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

[Cette section a été abrogée par la Loi 149 adoptée le 26 mars 1987.]

SECTION IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Exercice financier.

29. L'exercice financier de l'Institut se termine le 31 mars de chaque année.

Rapport.

30. L'Institut doit, à l'expiration des quatre mois qui suivent la fin de son exercice financier, faire au ministre chargé de l'application de la présente loi un rapport de ses activités pour son exercice financier précédent. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire.

Dépôt.

31. Le ministre dépose le rapport de l'Institut devant l'Assemblée nationale dans les trente jours suivant sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

Vérification.

32. Les livres et comptes de l'Institut sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et chaque fois que le décrète le gouvernement. Ses rapports doivent accompagner le rapport annuel de l'Institut.

Ministre responsable.

33. Le gouvernement charge un ministre de l'application de la présente loi.

1973, c.12, a. 2, mod.

34. L'article 2 du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, chapitre 12), modifié par l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1974, par l'article 47 du chapitre 41 des lois de 1975, par l'article 9 du chapitre 51 des lois de 1976, par l'article 1 du chapitre 21 et par l'article 232 du chapitre 68 des lois de 1977 et par l'article 105 du chapitre 7, l'article 31 du chapitre 38, l'article 25 du chapitre 18, l'article 31 du chapitre 24 et l'article 53 du chapitre 64 des lois de 1978, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 15° du premier alinéa, du suivant:

«16° au président, au directeur général et aux employés de l'Institut québécois de recherche sur la culture.»

Entrée en vigueur.

35. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.

DOCUMENT II

LES RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX
(publiés à la *Gazette officielle du Québec* le 27 janvier 1982;
modifiés le 19 juin 1985)

Avis

Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q. chap. 1-13.2).

Règlements généraux

Veuillez prendre avis que le Conseil de l'Institut québécois de recherche sur la culture, à sa séance du 19 juin 1985, a adopté ses règlements généraux, conformément à l'article 18 de la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q. chap. 1-13.2).

Le secrétaire général,
Léo Jacques

Québec, le 16 août 1985.

Règlements généraux

Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q. chap. 1-13.2).

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

«Institut»: l'«Institut québécois de recherche sur la culture»;

«Conseil»: l'«assemblée des membres de l'Institut»;

«Loi»: la «Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture» (L.R.Q. chap. 1-13.2);

«Ministre»: le «ministre chargé de l'application de la loi».

2. Sceau: le sceau de l'Institut est celui dont l'empreinte apparaît ci-dessous.

3. Un exercice financier de l'Institut débute le 1er avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

SECTION II

CONSEIL

4. Le Conseil exerce les droits et pouvoirs de l'Institut.

5. Les pouvoirs suivants sont de la compétence exclusive du Conseil:

1° établir des bureaux de l'Institut;

2° faire des règlements de régie interne de l'Institut;

3° nommer les membres affiliés;

4° en conformité de la loi, a. 22, conclure un accord avec un gouvernement ou un organisme gouvernemental; contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement; acquérir des immeubles ou en disposer; prendre un engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement;

5° décider des orientations et approuver le plan de développement de l'Institut;

6° approuver les prévisions budgétaires;

7° approuver les états financiers;

8° approuver le rapport des activités destiné au ministre et à l'Assemblée nationale;

9° nommer les membres du comité exécutif, en conformité de l'article 10;

10° autoriser tout contrat excédant 150 000 $;

11° fixer des mandats au comité exécutif.

6. Les séances du Conseil ont lieu aussi souvent que l'intérêt de l'Institut l'exige mais au moins quatre fois par année, au siège social ou à tout endroit du Québec fixé par la convocation.

Nonobstant l'alinéa précédent, des réunions du Conseil peuvent être tenues sous la forme de «conférences téléphoniques».

Dans ces cas, nonobstant le paragraphe 1 de l'article 9, le scrutin, lorsqu'il est requis, doit être exprimé clairement.

7. Les membres sont convoqués par le secrétaire général à la demande du président-directeur général ou lorsque quatre membres en font la demande par écrit.

8. Le secrétaire général expédie à chaque membre du Conseil, au moins cinq jours francs avant chaque réunion, un avis écrit de convocation accompagné du projet de compte rendu de la réunion précédente et d'un projet d'ordre du jour. Il peut aussi transmettre un tel avis, sans les projets de compte rendu et l'ordre du jour, par télégramme.

9. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité absolue des voix exprimées des membres présents; en cas de partage égal des voix, le président-directeur général dispose d'une voix prépondérante.

Toutefois, toute modification ou abrogation d'un règlement doit être annoncée dans la convocation et adoptée à la majorité absolue des membres en fonction.

Nul ne peut se faire représenter, ni exercer son droit de vote par procuration à une assemblée du Conseil.

Le vote est pris à main levée. Cependant, un membre peut demander le vote au scrutin secret.

À moins qu'un scrutin n'ait été requis, une déclaration du président du Conseil à l'effet qu'une résolution a été adoptée ou rejetée et une entrée au compte rendu à cet effet, constituent une preuve prima facie de l'adoption ou du rejet de cette résolution sans qu'il soit nécessaire de prouver la quantité ou proportion des votes enregistrés.

Une résolution du Conseil qui porte la signature de tous les membres en fonction a la même validité que si elle avait été adoptée lors d'une réunion.

SECTION III

COMITÉ EXÉCUTIF

10. Le comité exécutif est composé du président du Conseil et de trois autres membres du Conseil, désignés par ce dernier et nommés pour un an, ainsi que du directeur de l'administration et du secrétaire général.

11. Le président-directeur général préside le comité exécutif. En son absence, un président est choisi par les membres présents.

12. Le comité exécutif exerce les droits et pouvoirs suivants:

1° recommande au Conseil d'établir des bureaux de l'Institut;

2° recommande au Conseil l'approbation des règlements de régie interne de l'Institut;

3° soumet au Conseil tout projet d'accord avec un gouvernement ou un organisme gouvernemental; tout projet d'emprunt portant le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement, tout projet d'acquérir des immeubles ou d'en disposer et tout projet d'engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement;

4° recommande au Conseil l'approbation du plan de développement de l'Institut;

5° recommande au Conseil l'approbation des prévisions budgétaires;

6° recommande au Conseil l'approbation des états financiers;

7° soumet au Conseil un projet de rapport des activités destiné au ministre et à l'Assemblée nationale;

8° autorise tout contrat excédant 100 000 $ et recommande au Conseil l'approbation de tout contrat excédant 150 000 $;

9° crée des fonds de dotation et détermine les modes d'administration et de disposition de ces fonds;

10° fixe les normes et barèmes de rémunération des employés;

11° avec l'agrément du Conseil, nomme les cadres de l'Institut et les responsables de chantier;

12° nomme les directeurs de projet, les chercheurs et les chercheurs associés, dont il fixe les conditions de participation;

13° nomme les membres du comité scientifique, en conformité de l'article 13, et désigne un secrétaire du comité;

14° fait rapport de ses activités au Conseil.

SECTION IV

COMITÉ SCIENTIFIQUE

13. Le comité scientifique est composé d'au moins six membres dont:

1° le directeur scientifique;

2° les responsables de chantier, pour la durée de leur mandat;

3° les deux personnes désignées par et parmi le personnel de recherche pour un mandat de un (1) an.

Le directeur administratif et le secrétaire général participent aux réunions sans voix délibérante.

Le comité scientifique peut inviter toute personne à participer à ses travaux.

14. Le comité scientifique assiste le président-directeur général dans l'élaboration du programme de recherche; il approuve les projets de recherche et il en évalue les résultats et les retombées; il évalue périodiquement l'état de la recherche et des projets de recherche à l'Institut.

15. Les décisions du comité scientifique sont prises en conformité des dispositions de l'article 9.

SECTION V

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

16. Le président-directeur général exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent la loi et les règlements de régie interne. Il est le directeur scientifique de l'Institut.

Notamment, le président-directeur général,

1° préside les réunions du Conseil;

2° préside le comité exécutif;

3° préside le comité scientifique;

4° soumet au comité exécutif le plan triennal de développement, comprenant le programme de recherche, les programmes d'activités autres que la recherche, et le plan triennal de financement;

5° coordonne l'élaboration du programme de recherche, qu'il présente au comité scientifique;

6° est responsable de la mise en oeuvre et de la réalisation du programme de recherche;

7° présente les projets de recherche au comité scientifique et en recommande l'adoption;

8° voit à la coordination des activités de recherche et à la concertation des chercheurs;

9° est responsable de l'évaluation des projets de recherche; il fait, à ce sujet, toutes les recommandations appropriées au comité scientifique;

10° recommande au comité exécutif la nomination des cadres et des responsables de chantier, et les barèmes de leur rémunération.

17. En l'absence du président-directeur général, le vice-président préside les réunions du Conseil.

18. En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du directeur scientifique, le Conseil nomme un directeur scientifique par intérim.

SECTION VI

LE DIRECTEUR ADMINISTRATIF

19. Sous l'autorité du président-directeur général, le directeur administratif exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment, le directeur administratif,

1° administre les affaires de l'Institut;

2° participe, sans voix délibérante, aux séances du Conseil;

3° autorise tout contrat n'excédant pas 100 000 $ et recommande au comité exécutif l'approbation de tout contrat excédant 100 000 $;

4° recommande au comité exécutif l'approbation des normes et barèmes de rémunération des employés autres que les cadres;

5° recommande au comité exécutif l'approbation des conditions de travail des salariés membres du personnel de recherche et des autres employés de l'Institut;

6° sous réserve du paragraphe 12 de l'article 12, engage les membres du personnel et fixe leurs conditions de travail;

7° prépare et soumet au comité exécutif le plan de financement annuel de l'Institut;

8° prépare et soumet au comité exécutif les prévisions budgétaires de l'Institut;

9° est responsable des services aux équipes de recherche et des services requis pour le bon fonctionnement du siège social et des bureaux de l'Institut.

SECTION VII

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

20. Sous l'autorité du président-directeur général, le secrétaire général exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment, le secrétaire général,

1° est secrétaire du Conseil et du comité exécutif; il participe, sans voix délibérante, aux séances du Conseil;

2° convoque les membres du Conseil et du comité exécutif;

3° dresse les comptes rendus;

4° peut certifier conformes les comptes rendus du Conseil et tout autre document ou copie émanant de l'Institut ou faisant partie de ses archives;

5° constitue les archives;

6° coordonne la préparation du rapport annuel;

7° est responsable des communications avec les milieux extérieurs;

8° élabore le programme des activités autres que la recherche et en assure la mise en oeuvre;

9° élabore le programme des publications et en assure la mise en oeuvre, et préside le comité consultatif des publications;

10° dépose le programme de publications au comité exécutif et au comité scientifique.

SECTION VIII

LE PERSONNEL DE RECHERCHE

21. Le personnel de recherche est constitué d'employés salariés ou de collaborateurs externes.

22. Les employés salariés se répartissent dans les catégories suivantes:

a) chercheur catégorie I
chercheur catégorie II
chercheur catégorie III
chercheur catégorie IV

b) assistant de recherche catégorie I
assistant de recherche catégorie II

c) étudiant catégorie I
étudiant catégorie II

23. Les collaborateurs externes sont des chercheurs qui, à titre bénévole, participent aux activités de l'Institut.

Ils peuvent être nommés chercheurs associés lorsque leurs responsabilités et la durée de leur participation le justifient.

Un contrat stipule les conditions et la durée de leur association avec l'Institut.

24. Le directeur de projet est un chercheur à qui ont été confiés la responsabilité d'un projet et l'encadrement du personnel affecté à ce projet.

Le directeur de projet relève habituellement d'un responsable de chantier; il peut cependant arriver qu'il relève d'une autre personne désignée par le comité exécutif.

25. Le responsable de chantier est un chercheur à qui ont été confiées la coordination et la direction générale (planification, réalisation, évaluation) de l'ensemble des projets de recherche regroupés sous un thème défini et constituant un chantier.

Sous l'autorité du président-directeur général, le responsable de chantier exerce les pouvoirs et fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment, le responsable de chantier,

1° dirige et supervise les travaux exécutés dans son chantier;

2° fournit à la direction de l'Institut tous les documents nécessaires à la planification des recherches, des activités connexes, et à l'évaluation des projets du chantier;

3° recommande au directeur administratif l'engagement de l'effectif nécessaire à l'exécution des travaux et en conformité des prévisions budgétaires autorisées;

4° évalue périodiquement le personnel de recherche sous sa responsabilité;

5° veille au contrôle des dépenses reliées à la réalisation des travaux et en rend compte au directeur administratif.

26. Au moins quatre (4) fois par année, le responsable de chantier tient une assemblée du personnel de recherche affecté à son chantier.

L'assemblée du chantier est consultée au moment de l'élaboration du programme de recherche du chantier.

L'assemblée du chantier donne son avis sur le plan de développement de la recherche à l'Institut.

SECTION IX

DISPOSITIONS FINALES

27. Les présents règlements généraux remplacent les règlements généraux adoptés par le Conseil de l'Institut le 16 octobre 1981 et publiés à la *Gazette officielle du Québec* le 27 janvier 1982.

28. Les présents règlements généraux entrent en vigueur le jour de leur adoption par le Conseil de l'Institut.

DOCUMENT III

LES RÈGLEMENTS DU FONDS DE DOTATION
(Publiés à la *Gazette officielle du Québec* le 7 janvier 1987)

SECTION I

GÉNÉRALITÉS

Création

1. Un fonds de dotation de l'Institut a été créé en vertu de l'article 18 de la loi de l'Institut (L.Q. 1979, c. 10; 1985, c. 30). Une résolution du comité exécutif en a sanctionné la création le 27 mars 1981.

Objectifs

2. Ce fonds de dotation est destiné à recueillir des sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution à l'Institut dans les buts de favoriser son développement.

Propriété

3. Ce fonds de dotation est la propriété de l'Institut.

Nature du fonds

4. Les dons destinés au fonds de dotation sont remis à l'Institut en espèces, ou sous forme de valeurs monnayables appropriées aux fins de l'Institut. Les objets offerts à l'Institut doivent avoir été évalués par des experts avant d'être acceptés par l'Institut.

Accumulation des fonds

5. Les avoirs du fonds de dotation ne peuvent en être extraits. Seuls les bénéfices du fonds peuvent être utilisés aux fins de l'Institut.

Usage de l'usufruit

6. Les bénéfices du fonds de dotation ne sont l'objet d'aucune restriction quant à leur utilisation aux fins de l'Institut. Cependant, hormis en ce qui a trait à l'article 10 de ce règlement, l'Institut se réserve l'usage de l'usufruit du fonds exclusivement à des fins de recherche ou de réalisation d'activités scientifiques connexes (séminaires, symposiums, colloques, publications, etc.).

SECTION II

ADMINISTRATION

Conseil du fonds

7. L'administration du fonds est confiée à un Conseil du fonds, composé du directeur général, du secrétaire général, du directeur administratif auquel est confiée la gestion courante et distincte du fonds, et de quatre (4) représentants des donateurs nommés pour un maximum de deux (2) années par le Conseil de l'Institut, sur recommandation du comité exécutif.

Notamment, il revient au Conseil du Fonds,

a) de définir la politique de placement et de gestion;

b) de vérifier la gestion du fonds;

c) d'assurer l'augmentation des avoirs du fonds de dotation;

d) de verser annuellement à l'Institut les bénéfices retirés, dans les soixante (60) jours suivants le début d'un exercice financier (1er avril au 31 mars);

e) de présenter au comité exécutif de l'Institut un rapport annuel de ses activités dans les soixante (60) jours suivant la fin d'une année financière.

Avis et recommandations

8. En outre, le Conseil peut donner ses avis à l'Institut quant à l'utilisation des bénéfices du fonds et faire au comité exécutif toute recommandation qu'il jugera appropriée.

Président

9. Le Conseil de l'Institut choisit le président du Conseil du fonds parmi les représentants des donateurs. Le Conseil du fonds se réunit au moins trois (3) fois par année à la convocation de son président.

Frais imputables

10. Les frais de constitution, d'administration et de gestion du fonds sont imputables au fonds de dotation.

DOCUMENT IV

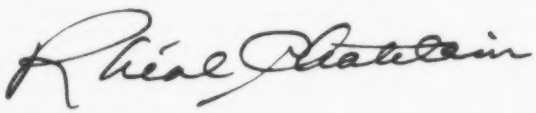
LES ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1989

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan de l'Institut québécois de recherche sur la culture au 31 mars 1989 ainsi que l'état des revenus et dépenses et de l'avoir et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Institut au 31 mars 1989 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 21 juin 1989

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

REVENUS ET DÉPENSES ET AVOIR DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1989

	1989	1988
REVENUS		
Subvention du gouvernement du Québec	2 066 200 $	2 082 314 $
Subventions pour la recherche :		
Gouvernement du Canada et autres	360 658	278 472
Subventions à l'édition	15 409	11 700
Intérêts sur dépôts à terme	11 106	13 227
Ventes de publications	88 614	70 562
Autres	18 253	20 847
	2 560 240	2 477 122
DÉPENSES (note 6)		
Recherche	2 285 745	2 132 336
Administration	274 631	275 620
	2 560 376	2 407 956
(PERTE NETTE) REVENU NET	(136)	69 166
AVOIR AU DÉBUT	423 552	354 386
AVOIR À LA FIN	423 416 $	423 552 $

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

BILAN
AU 31 MARS 1989

	1989	1988
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	99 085 $	93 784 $
Dépôts à terme	300 000	—
Débiteurs	30 641	24 211
Subventions à recevoir	126 747	100 525
Stocks	163 018	180 254
Travaux en cours	14 793	24 911
Frais imputables au prochain exercice	3 557	6 600
	737 841	430 285
Immobilisations (note 3)	157 280	143 074
	895 121 $	573 359 $
FONDS DE DOTATION (note 4)	349 827 $	318 070 $
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	141 063 $	102 022 $
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 5)	6 977	14 666
Revenus reportés	320 704	23 181
	468 744	139 869
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 5)	2 961	9 938
AVOIR	423 416	423 552
	895 121 $	573 359 $
FONDS DE DOTATION — SOLDE DU FONDS (note 4)	349 827 $	318 070 $

POUR L'INSTITUT

Jean Laflamme

Nicole Laflamme

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1989

	1989	1988
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
(Perte nette) revenu net	(136)$	69 166 $
Élément sans incidence sur les liquidités		
Amortissement des immobilisations	35 182	30 244
Liquidités provenant des opérations	35 046	99 410
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	334 309	(60 726)
Liquidités provenant des activités d'exploitation	369 355	38 684
ACTIVITÉ DE FINANCEMENT		
Liquidités utilisées pour les activités de financement :		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	(14 666)	(2 523)
ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT		
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement :		
Acquisitions d'immobilisations	(49 388)	(23 625)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	305 301	12 536
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	93 784	81 248
LIQUIDITÉS À LA FIN	399 085 $	93 784 $

Les liquidités de l'Institut comprennent l'encaisse et les dépôts à terme.

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 1989

1. CONSTITUTION ET OBJETS

L'Institut québécois de recherche sur la culture, corporation au sens du Code civil constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre I-13.2), a pour objets, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, d'effectuer, d'encourager et de soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels.

L'Institut, par règlement, a constitué un fonds de dotation destiné à recueillir les sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution, à l'exception de celles octroyées par le gouvernement, ses ministères ou organismes. Ces sommes doivent servir au développement de l'Institut et à défrayer les coûts de ses recherches sur la culture. Ce fonds est la propriété exclusive de l'Institut et les avoirs du fonds ne peuvent en être extraits. Seuls les bénéfices du fonds peuvent être utilisés aux fins de l'Institut.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de l'Institut ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont constitués de publications et leur évaluation inclut les coûts d'impression, de droits d'auteur et de reproduction ainsi que les services de graphisme; elle exclut toutefois les salaires, les honoraires et les autres frais indirects de production. Ils sont évalués au moindre de ces coûts ou de la valeur de réalisation nette.

Le stock de publications datant d'un an et plus au 31 mars est dévalué de 20% par année.

Travaux en cours

Les travaux en cours comprennent les coûts de révision et de correction de manuscrits, les honoraires, les services de photographie et de graphisme relatifs à des publications non terminées.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur vie utile anticipée selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants :

	Taux
Équipement, ameublement et enseigne	10%
Bibliothèque	5%

Contrats de location

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge de l'Institut, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant ainsi l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

Les loyers découlant de contrats de location-exploitation sont imputés aux opérations.

3. IMMOBILISATIONS

	1989			1988
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
Ameublement	117 624 $	84 476 $	33 148 $	39 859 $
Bibliothèque	9 466	4 162	5 304	5 778
Enseigne	937	658	279	374
Équipement	145 961	70 297	75 664	45 919
	273 988	159 593	114 395	91 930
Immobilisations détenues en vertu de contrats de location-acquisition				
Équipement	82 590	39 705	42 885	51 144
	356 578 $	199 298 $	157 280 $	143 074 $

4. FONDS DE DOTATION

	1989	1988
Revenus		
Intérêts sur dépôts à terme	31 760 $	24 615 $
Dons	—	1 000
	31 760	25 615
Dépenses	3	5
Excédent des revenus sur les dépenses	31 757	25 610
Solde du fonds au début	318 070	292 460
Solde du fonds à la fin*	349 827 $	318 070 $
* Représenté par :		
Encaisse	29 $	9 532 $
Dépôts à terme	346 929	307 007
Intérêts courus à recevoir	2 869	1 531
	349 827 $	318 070 $

L'état des revenus et dépenses de l'Institut ne comprend pas les opérations du fonds de dotation.

5. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

	1989	1988
Obligations découlant de contrats de location-acquisition de 16% à 22% échéant jusqu'en 1990	9 938 $	24 604 $
Versements échéant en deçà d'un an	6 977	14 666
	2 961 $	9 938 $

Les paiements minimums exigibles sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition s'établissent comme suit :

1990	8 138 $
1991	3 178 $
Total des paiements minimums exigibles	11 316
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	1 379
	9 938 $

6. DÉPENSES

	1989			1988
	Recherche	Administration	Total	Total
Traitements et avantages sociaux	1 496 298 $	158 839 $	1 655 137 $	1 631 402 $
Honoraires de recherche	146 138	—	146 138	83 947
Activités culturelles	33 887	—	33 887	21 046
Frais de voyage et de représentation	60 995	38 504	99 499	70 159
Fournitures et approvisionnements	103 316	7 695	111 011	66 807
Publicité	30 616	—	30 616	36 637
Entretien et réparations	11 691	2 063	13 754	17 151
Loyers	173 057	30 539	203 596	193 469
Électricité et chauffage	3 432	606	4 038	2 926
Téléphone	39 774	6 655	46 429	41 498
Taxes et assurances	20 210	3 567	23 777	64 262
Honoraires professionnels	—	7 256	7 256	1 262
Frais de publication	82 990	—	82 990	83 250
Divers	10 247	2 194	12 441	29 306
Intérêts et frais bancaires	—	11 400	11 400	13 453
Mauvaises créances	—	36	36	188
Dévaluation des stocks	43 189	—	43 189	20 949
Amortissement des immobilisations	29 905	5 277	35 182	30 244
	2 285 745 $	274 631 $	2 560 376 $	2 407 956 $

7. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1988 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1989.

DOCUMENT V

LA LISTE DES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES
du 1er avril 1988 au 31 mars 1989

TITRE DU PROJET	PERSONNEL ET COLLABORATEURS [1]
1. LA FAMILLE, LES SEXES, LES GÉNÉRATIONS	
	Denise Lemieux, resp.
• Vie quotidienne et cycles de vie des femmes	Denise Lemieux, dir. Lucie Mercier
• Nouvelles familles et école	Renée B. Dandurand, dir. Michèle Violette, coll.
• Solidarités de parenté et rôles sexuels	Renée B. Dandurand, dir. Françoise-Romaine Ouellette
• Bilan de la recherche sur les jeunes au Québec	Léon Bernier

1. La rubrique « Personnel et collaborateurs » regroupe des personnes ayant des statuts divers au sein de l'Institut. Certaines sont rémunérées par l'Institut, à plein temps, à mi-temps ou à temps partiel, d'autres participent aux recherches sans rémunération.

Légende :
- dir. : directeur de projet
- dir. sc. : directeur scientifique
- dir. adm. : directeur administratif
- co-dir. : co-directeur de projet
- resp. : responsable de chantier, de groupe, de session ou d'atelier de travail, d'un colloque, d'une activité
- (...) : nom entre parenthèses indique que la personne n'est plus à l'emploi de l'Institut au 31 mars 1989
- coll. : collaborateur
- stag. : stagiaire

• La presse du troisième âge	(Gabrielle Lachance)
• Les personnes retraitées et le bénévolat	Marie-Marthe Brault
• La fugue chez les adolescents dans la région montréalaise	Léon Bernier, dir. Anne Morissette Gilles Roy
• La recherche sur les femmes au Québec : bilan et bibliographie	Denise Lemieux, dir. Lucie Mercier

2. LES COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES

Denise Helly, resp.

• La construction sociale de la perception des relations inter-ethniques par des élèves de polyvalentes de Montréal	Anne Laperrière, dir. Majid D'Khissy René Dolce Nicole Fleurant Compère Le Jacques
• Segmentation de l'économie et ethnicité au Québec, 1981-1986	Johanne Boisjoly, co-dir. Denise Helly, co-dir.
• L'établissement de nouveaux immigrants à Montréal, 1989-1990	Jean Renaud, co-dir. Denise Helly, co-dir. (Alain Carpentier)
• Les enjeux contemporains de l'immigration au Québec selon les décideurs	Denise Helly, dir. Paule Obermeir Anne Vassal
• L'implication de l'école publique dans l'enseignement des langues d'origine	(Marie McAndrew)

3. LA CRÉATION ET LA DIFFUSION DE LA CULTURE

Fernand Dumont, resp.

• Nouvelles technologies et culture	Laurence Lamontagne
• La formation des maîtres au Québec de 1939 à nos jours	Thérèse Hamel (M'hammed Mellouki)

• Évolution des pratiques journalistiques au Québec, 1945-1985	Jean de Bonville, co-dir. Florian Sauvageau, co-dir. Gilles Lesage, coll.
• Histoire de la pensée québécoise	Fernand Dumont
• La recherche sur les médias de communication : bilan et prospectives	Florian Sauvageau
• L'univers culturel des étudiants de cégep et leur formation	Philippe Reid

4. LES TENDANCES SOCIOCULTURELLES

Simon Langlois, resp.

• L'analyse des tendances	Simon Langlois, dir. Jean-Paul Baillargeon Johanne Bujold Gary Caldwell Guy Fréchet Madeleine Gauthier Jean-Pierre Simard
• La précarité du travail chez les jeunes	Madeleine Gauthier, dir. Paule Obermeir Jean-Pierre Simard (Louise Bergeron) (Marc Deschênes)
• Système technique et bonheur domestique	Jean-Pierre Charland, dir. Luc Côté Jean-Guy Daigle Mario Désautels
• La musique populaire et les conditions de sa consommation	Jean-Pierre-Charland, dir. Isabelle D'Amours

5. LES HISTOIRES RÉGIONALES

	Fernand Harvey, resp.
• Histoire du Bas-Saint-Laurent	Jacques Lemay, dir. Bruno Jean, coll. Yvan Morin, coll. Jean-Charles Fortin Yves Tremblay (Antonio Lechasseur)
• Histoire des Cantons de l'Est	Jean-Pierre Kesteman, dir. Peter Southam, coll. (Daniel Fournier)
• Histoire des Laurentides	Serge Laurin, dir. (Richard Lagrange) (Vincent Ouellette) (Danielle Soucy)
• Histoire de l'Outaouais	Chad Gaffield, dir. Caroline Andrew, coll. André Beaucage, coll. Johanne Burgess, coll. André Cellard, coll. Pierre-Louis Lapointe, coll. Pierre Savard, coll. Jean-Marc Soucy, coll. Normand Fortier André Larose Gérald Pelletier Odette Vincent-Domey (Johanne Frégeau) (Alain Gaulin) (Edgar-André Montigny) (Sylvie Paquette) (Kathy Thompson)
• Histoire du Saguenay—Lac-Saint-Jean	Pierre Jacques, dir. adm. Claude Chamberland, coll. Magella-J. Gauthier, coll. Étienne Trœstler, coll. (Camil Girard) (Normand Perron)

• Histoire de la Côte-du-Sud	Alain Laberge, dir. sc. Diane Saint-Pierre, dir. adm. Martine Côté Yves Hébert Chantale Laberge Alain Renault Jacques Saint-Pierre
• Bibliographie de Beauce/Dorchester	(Jean-René Breton)
• Bibliographie de la Rive-Sud de Québec	(Françoise de Montigny-Pelletier) Andrée Raiche-Dussault
• Bibliographie du Bas Saint-Laurent	(Antonio Lechasseur)
• Bibliographie du Haut-Saint-Laurent	Monique Perron, coll.
• Bibliographie de la Côte-Nord	Gaston Saint-Hilaire, coll.
• Bibliographie de la Côte-de-Beaupré/ Île d'Orléans	Diane Bélanger, coll. Monique Villemure, coll.
• Bibliographie de la Mauricie	René Hardy, coll.
• Bibliographie du Richelieu/ Yamaska/Rive-Sud	Mario Fillion, coll.
• Guide des archives du Centre du Québec et des Bois-Francs	(Yves Beauregard)
• Guide des archives paroissiales et de fabriques de la Côte-du-Sud	Diane Saint-Pierre Yves Hébert

6. HORS CHANTIER

• Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada : 1981-1985	Paul Aubin, dir. Louis-Marie Côté
• La politique de francisation des entreprises à l'Office de la langue française	Gaston Cholette

7. ACTIVITÉS

Léo Jacques, resp.

7.1 Concours

7.1.1 Prix Edmond-de-Nevers — Gisèle Bolduc, resp.

7.2 Expositions

7.2.1 Ulric Bourgeois (1874-1963) : photographe du Québec et de la Nouvelle-Angleterre

7.2.2 Quelques facettes de l'histoire de la radio au Québec (1900-1980)

7.2.3 Du manuscrit au livre

7.3 Salons du livre, congrès

7.4 Bulletin d'information

DOCUMENT VI

LA LISTE DES PUBLICATIONS DU PERSONNEL DE L'INSTITUT
du 1er avril 1988 au 31 mars 1989

ANCTIL, Pierre

Le rendez-vous manqué. Les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerre. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 366 pages.

« Le Devoir », les Juifs et l'immigration. De Bourassa à Laurendeau. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 170 pages.

AUBIN, Paul

Répertoire des thèses en cours portant sur des sujets d'histoire et autres sujets connexes, nº 22, Ottawa, Société historique du Canada, 1988, 145 p.

et Louis-Marie Côté, « Bibliographie d'histoire de l'Amérique française (parutions récentes) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 4 fois par année.

« Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada, 1946-1985 », Deborah C. Popp, dir., *Outils de recherche en études canadiennes/Research tools in Canadian Studies*, Thèmes canadiens/Canadian issues, vol. X, nº 4, p. 55-63.

BAILLARGEON, Jean-Paul

« Indicateurs de lecture au Québec de livres et de périodiques franco-québécois et franco-européens », *Loisir et société*, vol. 11, nº 2, automne 1988, p. 425-432.

CALDWELL, Gary

« L'avenir de la communauté anglophone du Québec », *L'Action nationale*, vol. XXVIII, nº 5, mai 1988.

« Surcapitalisation et idéologie de l'entreprise en agriculture », *Recherches sociographiques*, vol. XXIX, nos 2-3, 1988, p. 349-371.

« Being English in a French Québec : on the Denial of Culture and History in a Neo-Liberal State », *Language Culture and Curriculum*, vol. 1, nº 3, 1988.

« L'immigration et la nécessité d'une culture politique commune », *L'Action nationale*, vol. XXVIII, nº 8, octobre 1988.

et Yvan Lamonde, « Les contraintes, les possibles », *Possibles*, vol. 12, nº 3, 1988.

« Crépuscule sur Montréal », *Vice-Versa*, nº 24, 1988.

« Le développement d'une communauté : les conditions de son épanouissement », Actes du colloque *Les voies de l'avenir franco-ontarien*, Ottawa, 1988.

CÔTÉ, Louis-Marie

et Paul Aubin, « Bibliographie d'histoire de l'Amérique française (parutions récentes) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 4 fois par année.

DANDURAND, Renée B.

Le mariage en question. Essai sociohistorique. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 188 p.

et Lise Saint-Jean, *Des mères sans alliance. Monoparentalité et désunions conjugales*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 297 p.

« Fortunes and Misfortunes of Culture : Anthropology and Sociology of Culture in Francophone Quebec, 1965-1985 », *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie/Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 26, n° 3, p. 484-531.

et Céline Lebourdais, Marianne Kempeneers, « Quelle sanction pour les familles ? », *Options politiques/Politic Options*, vol. 10, 20, 2, mars 1989, p. 26-29.

DUMONT, Fernand

Préface à S. Laurin (éd.), *André Laurendeau, artisan des passages*, Montréal, HMH, 1988.

« Y a-t-il une tradition intellectuelle au Québec ? », N. Pirotte (éd.), *Penser l'éducation*, Montréal, Boréal, 1989.

« Appauvrissement ou décentralisation de la culture », *La Revue*, hiver 1989.

« Une religion grugée par l'indifférence », *RND*, mars 1989.

« Une mutation de civilisation », *L'Action nationale*, avril 1989.

« Mémoire de Jean-Charles Falardeau », *Le Devoir*, 29 avril 1989.

FRÉCHET, Guy

« Consultation et participation : l'implantation des nouvelles technologies dans l'administration publique au Québec », René Laperrière, Pierrôt Péladeau et Henri Claret (éd.), *Une démocratie technologique ?*, Actes du colloque multidisciplinaire tenu sous l'égide de l'ACFAS à l'Université d'Ottawa en mai 1987, Collection « Les Cahiers scientifiques n° 63 », Montréal, ACFAS-GRID, 1989, p. 479-490.

et Dany Chouinard, Pierre Ardouin, Gilles Dussault, André Gamache, Lam Locong, Jean Mercier et Richard Parent, « L'implantation d'un agenda électronique dans une organisation : une étude de cas », *Technologies de l'information et société*, vol. 1, n° 2, Québec-Belgique, PUQ-SQCRI-ATIS, 1988, p. 119-138.

GAUTHIER, Madeleine

Les jeunes chômeurs. Une enquête. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 302 p.

HARVEY, Fernand

« De la culture militante à la culture inquiète », *L'Action nationale*, vol. 78, n° 10, décembre 1988, p. 892-906.

« Les groupes ethniques : enjeu de la lutte linguistique au Québec », *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 23, n° 4, hiver 1988, p. 37-43.

« Introduction », numéro spécial sur le Québec, *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 23, n° 4, hiver 1988, p. 3-4.

HELLY, Denise

et Kwok Chan, « Introduction : Coping with Racism. The Chinese Experience in Canada », *Canadian Ethnic Studies Journal*, vol. XIX, nº 2, avril 1988.

« La perception de l'immigration au Québec de 1885 à nos jours », *Ancrages féministes*, nº 1, 1989, 20 p.

LAMONTAGNE, Laurence

« Les nouvelles technologies au Québec : quelques éléments du débat sur la question », *Revue d'études canadiennes/Journal of Canadian Studies*, vol. 23, nº 4, hiver 1988-1989, p. 44-53.

LEMIEUX, Denise

et Lucie Mercier, *Les femmes au tournant du siècle. Âges de la vie, maternité et quotidien*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, 389 p.

« Du temps destin au temps géré : une conquête ou un piège pour les femmes ? », Gilles Pronovost et Daniel Mercure (dir.), *Temps et société*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, p. 205-221.

de MONTIGNY-PELLETIER, Françoise

et Andrée Raiche-Dussault, *Bibliographie de la Rive-Sud de Québec (Lévis-Lotbinière)*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, janvier 1989, 263 p.

McANDREW, Marie

Le traitement de la diversité ethnique, raciale et culturelle et la valorisation du pluralisme dans le matériel didactique au Québec, Rapport de recherche, Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec, novembre 1988.

Les relations école, communauté en milieu pluri-ethnique montréalais, Rapport de recherche, Conseil scolaire de l'Île de Montréal, février 1989.

MERCIER, Lucie

et Denise Lemieux, *Les femmes au tournant du siècle. Âges de la vie, maternité et quotidien*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, 398 p.

OUELLETTE, Françoise-Romaine

« L'expérience de l'infertilité féminine vécue sans assistance médicale », *Sociologie et sociétés*, vol. XX, nº 1, avril 1988, p. 13-32.

RAICHE-DUSSAULT, Andrée

et Françoise de Montigny-Pelletier, *Bibliographie de la Rive-Sud de Québec (Lévis-Lotbinière)*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, janvier 1989, 263 p.

DOCUMENT VII

LA LISTE DES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT*

I. La famille, les sexes, les générations

1. Denise Lemieux et Lucie Mercier. *La recherche sur les femmes au Québec : bilan et bibliographie*. Coll. « Instruments de travail » n° 5, 1982, 339 pages. 14,25 $
2. Renée Cloutier, Gabrielle Lachance, Denise Lemieux, Madeleine Préclaire et Luce Ranger-Poisson. *Femmes et culture au Québec*. Coll. « Documents préliminaires » n° 3, 1982, 107 pages. 6,00 $
3. Alain Vinet, Francine Dufresne et Lucie Vézina. *La condition féminine en milieu ouvrier : une enquête*. Coll. « Identité et changements culturels » n° 3, 1982, 222 pages. 18,50 $
4. Yolande Cohen. *Les thèses québécoises sur les femmes*. Coll. « Instruments de travail » n° 7, 1983, 124 pages. 8,00 $
5. Denise Lemieux. *Les petits innocents. L'enfance en Nouvelle-France*. 1985, 205 pages. 12,00 $
6. Fernand Dumont, dir. *Une société des jeunes ?* 1986, 397 pages. 14,50 $
7. Marie-Marthe T. Brault. *Du loisir à l'innovation. Les associations volontaires de personnes retraitées*. Coll. « Documents de recherche » n° 15, 1987, 176 pages. 15,00 $
8. Renée B.-Dandurand et Lise Saint-Jean. *Des mères sans alliance. Monoparentalité et désunions conjugales*. 1988, 297 pages. 22,00 $
9. Renée B.-Dandurand. *Le mariage en question. Essai sociohistorique*. 1988, 190 pages. 18,00 $
10. Isabelle Perrault. *Autour des jeunes. Reconnaissance bibliographique*. Coll. « Documents de recherche » n° 17, 1988, 422 pages. 24,00 $
11. Denise Lemieux et Lucie Mercier. *Les femmes au tournant du siècle, 1880-1940. Âges de la vie, maternité et quotidien*. 1989, 398 pages. 28,00 $

II. Les communautés ethnoculturelles

1. David Rome, Judith Nefsky et Paule Obermeir. *Les Juifs du Québec — Bibliographie rétrospective annotée*. Coll. « Instruments de travail » n° 1, 1981, 319 pages. 13,00 $

* Le prix des publications est sujet à modification sans préavis.

2. Gary Caldwell et Éric Waddell, dir. *Les anglophones du Québec : de majoritaires à minoritaires*. Coll. « Identité et changements culturels » n° 1, 1982, 482 pages. 14,00 $
3. Gary Caldwell et Éric Waddell, editors. *The English of Quebec : from majority to minority status*. Coll. « Identité et changements culturels » n° 2, 1982, 466 pages. 14,00 $
4. Gary Caldwell. *Les études ethniques au Québec — Bilan et perspectives*. Coll. « Instruments de travail » n° 8, 1983, 108 pages. 10,50 $
5. Honorius Provost. *Les premiers Anglo-Canadiens à Québec — Essai de recensement (1759-1775)*. Coll. « Documents de recherche » n° 1, 2e édition, 1984, 71 pages. 7,50 $
6. Tina Ioannou. *La communauté grecque du Québec*. Coll. « Identité et changements culturels » n° 4, 1984, 337 pages. 18,00 $
7. Pierre Anctil et Gary Caldwell. *Juifs et réalités juives au Québec*. 1984, 371 pages. 20,00 $
8. Richard Dominique et Jean-Guy Deschênes. *Cultures et sociétés autochtones du Québec. Bibliographie critique*. Coll. « Instruments de travail » n° 11, 1985, 221 pages. 19,50 $
9. Ronald Rudin. *The Forgotten Quebecers. A History of English-Speaking Quebec, 1759-1980*. 1985, 315 pages. 14,00 $
10. Ronald Rudin. *Histoire du Québec anglophone, 1759-1980*. Traduit de l'anglais par Robert Paré, 1986, 332 pages. 15,00 $
11. Denise Helly. *Les Chinois à Montréal, 1877-1951*. 1987, 315 pages. 20,00 $
12. Fernand Ouellet, dir. *Pluralisme et école. Jalons pour une approche critique de la formation interculturelle des éducateurs*. 1988, 617 pages. 30,00 $
13. Pierre Anctil. *Le rendez-vous manqué. Les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*. 1988, 366 pages. 25,00 $
14. Pierre Anctil. *« Le Devoir », les Juifs et l'immigration. De Bourassa à Laurendeau*. 1988, 170 pages. 18,00 $

III. La culture populaire

1. Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel Leblanc. *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920) : bilan historiographique*. Coll. « Culture populaire » n° 1, 1982, 178 pages. 9,00 $
2. Danielle Nepveu. *Les représentations religieuses au Québec dans les manuels scolaires de niveau élémentaire (1950-1960)*. Coll. « Documents préliminaires » n° 1, 1982, 97 pages. 6,50 $
3. Jean-Pierre Dupuis, Andrée Fortin, Gabriel Gagnon, Robert Laplante et Marcel Rioux. *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*. Coll. « Documents préliminaires » n° 2, 1982, 178 pages. 9,00 $
4. Jean Bourassa. *Le travailleur minier, la culture et le savoir ouvrier*. Coll. « Documents préliminaires » n° 4, 1982, 79 pages. 5,25 $
5. Sophie-Laurence Lamontagne. *L'hiver dans la culture québécoise (XVIIe-XIXe siècles)*. 1983, 197 pages. 11,50 $
6. Joseph Laliberté. *Agronome-colon en Abitibi*. Coll. « Littérature quotidienne » n° 1, 1983, 157 pages. 12,00 $
7. Benoît Lacroix et Jean Simard. *Religion populaire, religion de clercs ?* Coll. « Culture populaire » n° 2, 1984, 444 pages. 22,00 $

8. Benoît Lacroix et Madeleine Grammond. *Religion populaire au Québec. Typologie des sources — Bibliographie sélective (1900-1980)*. Coll. « Instruments de travail » nº 10, 1985, 175 pages. 15,00 $
9. Andrée Fortin. *Le Rézo. Essai sur les coopératives d'alimentation au Québec*. Coll. « Documents de recherche » nº 5, 1985, 282 pages. 17,00 $
10. Jean-Pierre Dupuis. *Le ROCC de Rimouski. La recherche de nouvelles solidarités*. Coll. « Documents de recherche » nº 6, 1985, 282 pages. 17,00 $
11. Centre populaire de documentation de Montréal. *Le choc du passé. Les années trente et les sans travail. Bibliographie sélective annotée*. Coll. « Documents de recherche » nº 11, 1986, 186 pages. 15,00 $
12. Yvan Lamonde et Raymond Montpetit. *Le parc Sohmer de Montréal, 1889-1919. Un lieu populaire de culture urbaine*. 1986, 231 pages. 17,00 $
13. Thérèse Beaudoin. *L'été dans la culture québécoise, XVII^e^-XIX^e^ siècles*. Coll. « Documents de recherche » nº 10, 1987, 235 pages. 20,00 $
14. Gabriel Gagnon et Marcel Rioux. *À propos d'autogestion et d'émancipation. Deux essais*. 1988, 190 pages. 17,00 $
15. Madeleine Gauthier. *Les jeunes chômeurs. Une enquête*. Coll. « Documents de recherche » nº 18, 1988, 302 pages. 18,00 $
16. Ginette Paquet. *Santé et inégalités sociales*. Coll. « Documents de recherche » nº 21, 1989, 131 pages. 14,00 $

IV. La création et la diffusion de la culture

1. Jean-Robert Faucher, André Fournier et Gisèle Gallichan. *L'information culturelle dans les médias électroniques*. Coll. « Diagnostics culturels » nº 1, 1981, 167 pages. 7,00 $
2. Angèle Dagenais. *Crise de croissance : le théâtre au Québec*. Coll. « Diagnostics culturels » nº 2, 1981, 73 pages. 5,00 $
3. Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert. *Le cinéma au Québec — Essai de statistique historique (1896 à nos jours)*. Coll. « Instruments de travail » nº 2, 1981, 481 pages. 18,00 $
4. François Colbert. *Le marché québécois du théâtre*. Coll. « Culture savante » nº 1, 1982, 112 pages. 8,00 $
5. Jean-Pierre Charland et Nicole Thivierge. *Bibliographie de l'enseignement professionnel au Québec (1850-1980)*. Coll. « Instruments de travail » nº 3, 1982, 284 pages. 14,00 $
6. Vivian Labrie. *Précis de transcription de documents d'archives orales*. Coll. « Instruments de travail » nº 4, 1982, 220 pages. 11,00 $
7. Sylvie Tellier. *Chronologie littéraire du Québec*. Coll. « Instruments de travail » nº 6, 1982, 352 pages. 18,50 $
8. Jean-Pierre Charland. *Histoire de l'enseignement technique et professionnel*. 1982, 485 pages. 25,50 $
9. Nicole Thivierge. *Écoles ménagères et instituts familiaux : un modèle féminin traditionnel*. 1982, 478 pages. 25,50 $
10. Yvan Lamonde. *L'imprimé au Québec : aspects historiques (18^e^-20^e^ siècles)*. Coll. « Culture savante » nº 2, 1983, 370 pages. 18,00 $
11. Yvan Lamonde. *Je me souviens. La littérature personnelle au Québec (1860-1980)*. Coll. « Instruments de travail » nº 9, 1983, 278 pages. 17,00 $

12. Claude Savary, dir. *Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis*. 1984, 353 pages. 17,00 $
13. Pierre Lavoie. *Pour suivre le théâtre au Québec. Les ressources documentaires*. Coll. « Documents de recherche » nº 4, 1985, 521 pages. 22,00 $
14. Jacques Dufresne, Fernand Dumont et Yves Martin. *Traité d'anthropologie médicale. L'Institution de la santé et de la maladie*. Presses de l'Université du Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, Presses Universitaires de Lyon, 1985, XVII-1 245 pages. 59,95 $
15. Léon Bernier et Isabelle Perrault. *L'artiste et l'œuvre à faire*. « La pratique de l'art 1 », 1985, 518 pages. 30,00 $
16. Marcel Fournier. *Les générations d'artistes suivi d'entretiens avec Robert Roussil et Roland Giguère*. « La pratique de l'art 2 », 1986, 202 pages. 18,00 $
17. Yvan Lamonde et Esther Trépanier. *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*. 1986, 320 pages. 24,50 $
18. Vivian Labrie. *ABC : Trois constats d'alphabétisation de la culture*. 1986, 246 pages. 29,00 $
19. Maurice Lemire, dir. *L'institution littéraire*. IQRC et CRELIQ, 1986, 217 pages. 19,50 $
20. Alfred Dumais et Johanne Lévesque. *L'auto-santé. Des individus et des groupes au Québec*. 1986, 223 pages. 17,00 $
21. Gabrielle Lachance, dir. *Mémoire d'une époque. Un fonds d'archives orales au Québec*. Coll. « Documents de recherche » nº 12, 1987, 251 pages. 16,00 $
22. Marcel Fournier, Yves Gingras et Othmar Keel. *Sciences et médecine au Québec : perspectives sociohistoriques*. 1987, 212 pages. 20,00 $
23. Maurice Lemire, dir., avec la collaboration de Pierrette Dionne et Michel Lord. *Le poids des politiques. Livres, lecture et littérature*. 1987, 191 pages. 18,00 $
24. Vivian Labrie. *Alphabétisé-e-s ! Quatre essais sur le savoir-lire*. 1987, 270 pages. 30,00 $
25. Claude Galarneau et Maurice Lemire, dir. *Livre et lecture au Québec, 1800-1850*. 1988, 270 pages. 22,00 $

V. Les régions du Québec

1. Jules Bélanger, Marc Desjardins et Yves Frenette. *Histoire de la Gaspésie*. Coll. « Les régions du Québec » nº 1, Montréal, Boréal Express, 1981, 807 pages. 29,95 $
2. Jean-Claude Marsan. *Montréal, une esquisse du futur*. 1983, 325 pages. 15,00 $
3. André Dionne. *Bibliographie de l'île Jésus*. Coll. « Documents de recherche » nº 2, 1983, 324 pages. 18,50 $
4. Serge Gauthier et collaborateurs. *Bibliographie de Charlevoix*. Coll. « Documents de recherche » nº 3, 1984, 320 pages. 18,00 $
5. Serge Gauthier et collaborateurs. *Guide des archives de Charlevoix*. 1985, VIII-97 pages. 6,00 $
6. Serge Laurin et Richard Lagrange. *Bibliographie des Laurentides*. Coll. « Documents de recherche » nº 7, 1985, 370 pages. 18,00 $
7. Yves Hébert. *Bibliographie de la Côte-du-Sud*. Coll. « Documents de recherche » nº 8, 1986, 339 pages. 18,00 $

8. Guy Gaudreau. *L'exploitation des forêts publiques au Québec, 1842-1905*. 1986, 126 pages. 11,00 $
9. Yves Beauregard. *Bibliographie du Centre du Québec et des Bois-Francs*. Coll. « Documents de recherche » nº 9, 1986, 495 pages. 25,00 $
10. Marc Desjardins. *Bibliographie des Îles-de-la-Madeleine*. Coll. « Documents de recherche » nº 13, 1987, 281 pages. 20,00 $
11. Daniel Tessier et al. *Bibliographie de Lanaudière*. Coll. « Documents de recherche » nº 14, 1987, 270 pages. 20,00 $
12. Antonio Lechasseur avec la collaboration de Jacques Lemay. *Municipalités et paroisses du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Populations et limites territoriales 1851-1981*. 1987, 51 pages, 5 microfiches (Bas-Saint-laurent, 563 p., Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine, 304 p.). 10,00 $
13. Marc Desjardins. *Bibliographie de la Gaspésie*. Coll. « Documents de recherche » nº 16, 1987, 436 pages. 24,00 $
14. Françoise de Montigny-Pelletier et Andrée Raiche-Dussault. *Bibliographie de la Rive-Sud de Québec (Lévis — Lotbinière)*. Coll. « Documents de recherche » nº 19, 1989, 263 pages. 20,00 $

VI. Hors chantier

1. Paul Aubin. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1966-1975)*. 2 tomes — 1981, 1 425 pages, 2200 titres. 60,00 $
2. Gabrielle Lachance. *La culture contemporaine face aux industries culturelles et aux nouvelles technologies*. Rapport-synthèse, Rencontre franco-québécoise sur la culture, Québec-Montréal, du 4 au 8 juin 1984, 145 pages. 7,00 $
3. *Statistiques culturelles du Québec (1971-1982)*. 1985, XLII-932 pages. 45,00 $
4. Paul Aubin et Louis-Marie Côté. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada/Bibliography of the History of Quebec and Canada (1976-1980)*. 2 tomes — 1985, LXIV-1 316 pages, 2000 titres. 60,00 $
5. Jean-Paul Baillargeon, dir. *Les pratiques culturelles des Québécois. Une autre image de nous-mêmes*. 1986, 394 pages. 19,50 $
6. Paul Aubin et Louis-Marie Côté. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada/Bibliography of the History of Quebec and Canada (1946-1965)*. 2 tomes — 1987, LXXVII-1 396 pages, 2200 titres. 60,00 $

VII. Collection Questions de culture

1. Fernand Dumont, dir. *Cette culture que l'on appelle savante*. 1981, 190 pages. 15,00 $
2. Fernand Harvey et Gary Caldwell, dir. *Migrations et communautés culturelles*. 1982, 159 pages. 15,00 $
3. Fernand Dumont, dir. *Les cultures parallèles*. 1982, 172 pages. 15,00 $
4. Jean-Charles Falardeau, dir. *Architectures : la culture dans l'espace*. 1983, 210 pages. 15,00 $
5. Yvan Lamonde, dir. *Les régions culturelles*. 1983, 189 pages. 12,00 $
6. Madeleine Préclaire, dir. *La culture et l'âge*. 1984, 198 pages. 12,00 $
7. Gabrielle Lachance, dir. *La culture : une industrie ?* 1984, 216 pages. 12,00 $

8. Pierre Anctil, Léon Bernier et Isabelle Perrault, dir. *Présences de jeunes artistes*. 1985, 190 pages. 12,00 $
9. Denise Lemieux, dir. *Identités féminines : mémoire et création*. 1986, 199 pages. 12,00 $
10. Gabriel Dussault, dir. *L'État et la culture*. 1986, 173 pages. 12,00 $
11. Thérèse Hamel et Pierre Poulin, dir. *Devenir chercheur-e : itinéraires et perspectives*. 1986, 185 pages. 12,00 $
12. Madeleine Gauthier, dir. *Les nouveaux visages de la pauvreté*. 1987, 258 pages. 18,50 $
13. Renée B.-Dandurand, dir. *Couples et parents des années quatre-vingt*. 1987, 284 pages. 20,00 $
14. Gladys L. Symons, dir. *La culture des organisations*. 1988, 220 pages. 18,00 $
15. Gilles Pronovost et Daniel Mercure, dir. *Temps et société*. 1989, 258 pages. 20,00 $

VIII. Collection Diagnostic

1. Laurent Laplante. *Le suicide*. 1985, 126 pages. 9,95 $
2. Jacques Dufresne. *La reproduction humaine industrialisée*. 1986, 126 pages. 9,95 $
3. Gérald LeBlanc. *L'école, les écoles, mon école*. 1986, 110 pages. 9,95 $
4. Jean Blouin. *Le libre-échange vraiment libre ?* 1986, 135 pages. 9,95 $
5. Jacques Dufresne. *Le procès du droit*. 1987, 127 pages. 9,95 $
6. Michel Plourde. *La politique linguistique au Québec (1977-1987)*. 1988, 143 pages. 9,95 $
7. Vincent Lemieux. *Les sondages et la démocratie*. 1988, 122 pages. 9,95 $
8. Laurent Laplante. *L'université. Questions et défis*. 1988, 141 pages. 9,95 $

IX. Collection Edmond-de-Nevers

1. Lucie Robert. *Le manuel d'histoire de la littérature canadienne de M^gr^ Camille Roy*. 1982, 198 pages. 11,00 $
2. Réal Brisson. *La charpenterie navale à Québec sous le régime français*. 1983, 320 pages. 19,50 $
3. Hélène Lafrance. *Yves Thériault et l'institution littéraire québécoise*. 1984, 174 pages. 13,50 $
4. Hélène Laforce. *Histoire de la sage-femme dans la région de Québec*. 1985, 237 pages. 19,50 $
5. Michel Sarra-Bournet. *L'Affaire Roncarelli. Duplessis contre les Témoins de Jéhovah*. 1986, 196 pages. 18,00 $
6. Denis Goulet. *Le commerce des maladies. La publicité des remèdes au début du siècle*. 1987, 139 pages. 20,00 $
7. Hélène Bédard. *Les Montagnais et la réserve de Betsiamites (1850-1900)*. 1988, 149 pages. 20,00 $
8. Robert Laliberté. *L'imaginaire politique de Victor Segalen*. 1989, 152 pages. 20,00 $

X. Rapports de recherche et manuscrits à diffusion limitée*

1. Louise Rondeau. *Le récit de fin du monde : orientations méthodologiques de recherche*. Québec, IQRC, 1982, 70 pages.
2. Michelle Trudel-Drouin. *Vie quotidienne en Nouvelle-France : un choix de textes*. Montréal, IQRC, 1982, 166 pages.
3. Paule Chouinard. *Anthologie de poèmes québécois sur les saisons*. Montréal, IQRC, 1983, 1 350 pages.
4. Mireille Perreault. *Marchandisation, industrialisation de la culture*. Rimouski, IQRC, 1983, 72 pages.
5. Carmen Quintin. *Les pratiques émancipatoires dans deux coopératives d'habitation de la région montréalaise*. Montréal, IQRC, 1983. 124 pages.
6. Gary Caldwell, Paule Obermeir et al. *Out-migration of 1971 English Mother-tongue High School Leavers from Quebec : eleven years after*. Lennoxville, IQRC et Anglo Quebec en Mutation Committee, 1984, 37 pages.
7. Gabrielle Lachance. *Le rapport industrie/culture*. 1987, 5 cahiers. I. L'artisanat et les métiers d'art, 38 p. II. Les arts d'interprétation, 38 p. III. Le cinéma, 40 p. IV. Le livre, 40 p. V. Quelques indications bibliographiques, 38 p.

XI. Banques de données sur support informatique

1. Jean-Pierre Chalifoux. *Le livre et la lecture au Québec au XX^e siècle*. Montréal, IQRC, 1982, (8000 titres)**.
2. Paul Aubin et Louis-Marie Côté. *HISCABEQ. Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1946-1980)*. Québec, IQRC, 1981, (7000 titres — mise à jour trimestrielle)***.

XII. Documents audio-visuels*

1. Arthur Lamothe. Culture amérindienne. Archives. (Vingt documents produits par les Ateliers audio-visuels du Québec.)

---

* Disponibles sur demande à l'I.Q.R.C., 14, rue Haldimand, Québec, G1R 4N4
Téléphone: (418) 643-4695 • Télécopieur: (418) 646-3317

** Accessible sur demande aux Services documentaires
Multimedia inc., 1685, rue Fleury Est, Montréal, H2C 1T1
Téléphone: (514) 382-0895 • Télécopieur: (514) 384-9139

*** Pour renseignements, s'adresser à l'I.Q.R.C.

TABLE DES MATIÈRES

Lettre à Madame Lucienne Robillard, ministre des Affaires culturelles . 3

Membres et personnel de l'Institut québécois de recherche sur la culture 5

INTRODUCTION 15

Première partie : ÉTAT DE LA RECHERCHE 17

I. La famille, les sexes, les générations 19
II. Les communautés ethnoculturelles 23
III. La création et la diffusion de la culture 27
IV. Les tendances socioculturelles 31
V. Les histoires régionales 35

Deuxième partie : ACTIVITÉS ET SERVICES 39

I. Les activités 41
II. Les publications 45
III. Structures et infrastructures 49

Troisième partie : DOCUMENTS 53

I. La loi constituant l'Institut québécois de recherche sur la culture 55
II. Les règlements généraux 61
III. Les règlements du Fonds de dotation 67
IV. Les états financiers 1988-1989 69
V. La liste des activités scientifiques 79
VI. La liste des publications du personnel de l'Institut 85
VII. La liste des publications de l'Institut 89

Achevé d'imprimer à Louiseville
sur les presses de l'imprimerie Gagné Ltée
en novembre 1989